

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N 129

24 OCTOBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 13

1,50 F

21ème congrès du P^CF TRAVAILLEUR, REJETTE CE FAUX PARTI COMMUNISTE

Le «Congrès extraordinaire» du P^CF se tiendra à la fin de la semaine. Actuellement, les dirigeants révisionnistes multiplient leurs interventions aux conférences fédérales préparatoires au Congrès mettant l'accent sur des thèmes communs : le «renforcement du parti», «le PCF parti d'avant-garde de la classe ouvrière», «le PCF seul garant de l'application du programme commun de la gauche», «le renforcement du PCF, condition du maintien de l'union de la gauche»... En même temps, les remontrances aux «alliés», le PS et les Radicaux de Gauche, ne tarissent pas, ils sont quotidiennement accusés «de faire objectivement le jeu du grand Capital», «d'être tentés de renouer avec leur passé de collaboration de classe», d'exercer un «chantage sur le PCF»...

Incontestablement, le langage tenu aujourd'hui ne coïncide pas exactement, c'est le moins qu'on puisse dire, avec celui employé au lendemain des élections présidentielles, lorsque la convocation du Congrès avait été décidée. Ce qui était alors au centre des thèmes de propagande du P^CF, c'était «l'union du peuple de France», «la main tendue aux gaullistes, aux PME, et à ... tous à l'exception d'une poignée de féodaux», «les changements limités du programme commun... qui ne sont pas conçus comme un moyen pour aller plus loin», «le socialisme n'est pas à l'ordre du jour»... C'est sur ces thèmes qu'étaient centrées les réunions «à cœur ouvert». Aujourd'hui, «les réunions pleins phares sur le PCF» mettent plutôt l'accent, sans remettre en cause ces thèmes initiaux, sur les points évoqués plus haut, lors des conférences fédérales. D'où vient ce changement ?

LA RIVALITE PS-P^CF : RIEN DE SURPRENANT !

Une première raison de changement ce sont les échecs électoraux enregistrés par le P^CF lors des législatives

partielles de septembre, recul révisionniste qui s'est conjugué avec les progrès des «radicaux de gauche» et du PS au détriment de l'UDR mais aussi du P^CF. Une contradiction bien réelle oppose les révisionnistes du P^CF et les réformistes du PS. C'est sans plaisir et avec inquiétude pour le maintien de l'Union de la Gauche que Marchais constate que le PS, grâce à l'Union de la Gauche est en passe de devenir le premier parti «de gauche» doublant le P^CF. alors qu'il y a 5 ans, il ne représentait que 5% des voix aux présidentielles. C'est sans plaisir, mais sans surprise non plus : parce que les progrès du PS n'ont rien de mystérieux, c'est bien le résultat de la ligne révisionniste orchestrée par Marchais, et ce dernier le sait très bien ! Qui a donné au PS, vieux parti bourgeois décadent et pourri, un nouveau vernis de parti «de gauche», si ce n'est le parti révisionniste qui lui a décerné cette étiquette pour faire oublier un passé dont Marchais fait semblant de se souvenir aujourd'hui. Ce sont bien les Marchais, les Ségué qui, depuis 5 ans, parcourent la France en s'écriant «l'Union de la Gauche est reconstituée, vous pouvez lui faire confiance, le PS a changé de nature, il est sorti de l'ornière de la collaboration de classe»... Ainsi remis en selle, le PS renoué se permet de doubler le P^CF en jouant sur un double registre :

- D'un côté, il cultive la peur du P^CF qui anime une partie de l'électorat qui persiste à voir dans ce parti des velléités révolutionnaires ou craignent l'instauration, à l'exemple des nouveaux tsars du Kremlin d'une dictature terroriste similaire ; il se présente ainsi avantageusement comme le meilleur garant de la démocratie bourgeoise, jouant à l'occasion sur ses liaisons passées avec les partis «de droite», liaisons maintenues officiellement dans de nombreuses municipalités.

- D'un autre côté, le PS se pose en parti «plus à gauche» que le P^CF, s'offrant le luxe de parler de socialisme au moment où le P^CF met ce mot d'ordre au placard, n'hésitant pas à faire de la démagogie pour récupérer, entre autres par le biais de la CFDT, et des Assises, des travailleurs qui s'écartent du P^CF quand ils constatent son évolution toujours plus franche, plus ouverte, vers le réformisme.

FAULQUEMONT

Giscard envoie la brigade anti-gang et 300 gardes mobiles contre les mineurs



Assemblée Générale des grévistes !

Suite page 2

dimanche
3 novembre
à l'appel du P.C.R.(ml)

14h. -GRAND RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DANS LES 5 SALLES DE LA MUTUALITE

FORUMS ET INTERVENTIONS

Lip, un an après, les luttes ouvrières aujourd'hui, avec des ouvriers de Lip, Saviem, Moulinex, Usinor, Titan... et des ouvriers italiens, belges...

Les paysans face au Marché Commun agricole, avec des paysans français, italiens...

Crise politique et politique de crise, avec Marc André directeur de Front Rouge.

Pour un Parti de type nouveau, avec des responsables du P.C.R. (m-l), du PCMLI.

30ème anniversaire de la Libération, avec d'anciens F.T.P., résistants, déportés et André Roustan, ancien F.T.P., déporté à Buchenwald.

Après les assises contre le socialisme, développons le syndicalisme de lutte de classe, avec des membres du Comité d'Initiative de l'O.S.R., des syndicalistes C.F.D.T., C.G.T.

Dernier Congrès du P.C.F. jusqu'où ira Marchais? avec d'anciens membres de P.C.F., avec Gilbert Mury, ancien Directeur du CERM...

Crise de l'extrême gauche, ou crise du gauchisme?

Chili, un an après le putsch yankee fasciste, luttes populaires en Amérique Latine, avec des révolutionnaires chiliens et d'Amérique Latine.

La Résistance Palestinienne va de l'avant, avec la participation de la GUPS (étudiants palestiniens), avec J.P. Gay de retour de Beyrouth et Kuneitra, Heiny Srour, cinéaste libanaise et Geneviève Moll, rédactrice en chef de la revue «France-Pays Arabes».

25ème anniversaire de la République Populaire de Chine, 30ème anniversaire de la République Populaire d'Albanie

La jeunesse face au vieux monde capitaliste, la place des étudiants dans notre Révolution.

Les femmes contre l'exploitation et l'oppression capitaliste Impérialisme, social-impérialisme, hégémonisme.

20ème anniversaire du 1er Novembre 1954, la lutte de libération nationale du peuple algérien.

Festival de films, musique, chants avec Gilles Servat, avec le chanteur espagnol Carlos, la fanfare de Prade-le-Lez, le «Temps des Cerises», et François Tusques, la «Lega del Vento Rosso» (Italie), l'orchestre d'Amada (Belgique).

Le dernier film de Tobias Engel sur la Guinée-Bissau, un film inédit sur la lutte des travailleurs immigrés.

Stands du monde entier, expositions-photo, montages-diapo.

avec la participation du PCMLI (Italie), KBL (Luxembourg), AMADA (Belgique), de la GUPS, des CIP, CACF, OSR, Cinéthique, Centre d'Information sur l'Italie, UEIF (Iran), AGEF (Guadeloupe), AEEF (Ethiopie)

10h 30 MANIFESTATION PLACE DE LA BASTILLE

**ASSEZ DE CHANTAGE A LA PENURIE !
A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !
SOUTENONS LA LUTTE DES PEUPLES DU TIERS-MONDE !
TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !
NI GISCARD, NI MITTERRAND, UNE SEULE SOLUTION, LA
REVOLUTION !
A BAS LA COLLUSION DES BOURGEOISIES EUROPEENNES
CONTRE LES TRAVAILLEURS !**

organisée par le P.C.R. (m-l).

avec la participation du PCMLI, KBL, Amada, CIP, CACF, OSR, UEIF.

**pour que paraisse, le 1er septembre 1975,
un quotidien communiste, je souscris dès
aujourd'hui un abonnement à :**

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

☐ 1 an
250 f

☐ 3 mois
80 f

☐ je
souscris

nom :

prénom :

profession :

adresse :

☐ 6 mois
150 f

☐ 1 mois
30 f

cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyer le à F.R. RP 161, 75064 Paris Cedex 18

éditorial (suite de la page une)

Mais tout cela n'a rien de nouveau. Marchais et les dirigeants du P.C.F., en même temps qu'ils s'engageaient dans cette voie, savaient très bien où elle menait. Ils n'ignoraient pas qu'en faisant la courte-échelle au PS, ils en faisaient un parti charnière qui, pour accéder au gouvernement pourrait renouer des alliances «à gauche» ou «à droite», il en faisait le parti maître du maintien ou de la rupture de l'Union de la Gauche. Au fur et à mesure que le PS se renforce, cette éventualité ne peut que prendre plus de poids. Cela, le P.C.F. l'avait accepté et il ne saurait être surpris aujourd'hui même si Marchais fait semblant de le découvrir. C'est pourquoi, on ne saurait mettre sur le seul compte de la rivalité PS-P.C.F. les rebuffades de Marchais.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU P.C.F.

Les résultats des dernières élections législatives ont aussi servi de révélateurs à des contradictions qui existent et se développent «au sein même du P.C.F.». Et la direction du P.C.F. tente de les résoudre en multipliant les remontrances publiques à ses «alliés». Bien que Marchais affirme avec aplomb qu'il n'a pas connaissance dans son parti d'opposition au projet de résolution, un certain nombre de désaccords murissent aujourd'hui entre la ligne révisionniste et des travailleurs de ce parti. Pour affirmer cela, nous ne nous appuyons pas tant sur la tribune du Congrès publiée chaque jour dans «l'Humanité», reflet bien déformé de ces contradictions, que sur les discussions que nos camarades ont avec des militants de base du P.C.F., avec des travailleurs, responsables syndicaux ou pas, proches du P.C.F. Il est significatif par exemple que tel délégué CGT des mineurs de Faulquemont qui se dit proche du P.C.F. et influencé par le programme commun, discute avec intérêt avec nos camarades et réfléchisse sur la validité des propositions de la gauche ! De toutes ces discussions, de tous ces contacts, il ressort qu'on est loin du large accord affirmé officiellement par la direction du P.C.F. : les interrogations se multiplient et plusieurs points reviennent fréquemment dans ces oppositions.

● Pourquoi s'allier avec les gaullistes demandent des travailleurs, alors que visiblement, ces gars-là qui gouvernent depuis 16 ans, n'ont en rien renoncé à leurs menées anti-ouvrières, n'ont en rien changé de nature? Marchais veut-il servir de marche-pied à cette force politique bourgeoise en perte de vitesse pour l'aider à se reconstruire comme il l'a fait pour le PS? Si déjà la direction révisionniste s'indigne des «villénies» du PS à renouer avec son passé de collaboration de classe, elle aura alors à en raconter sur les gaullistes si elle les aide à se remettre sur pied !

● Pourquoi multiplier les appels en direction des petits patrons demandent les ouvriers des entreprises de moins de 500 travailleurs? Que ces gens-là aient des difficultés, c'est leur affaire. Mais systématiquement, ces difficultés, ils essayent de les faire peser sur le dos de la classe ouvrière. Pour faire face à la concurrence capitaliste et à leur dépendance accrue vis à vis des monopoles, ils n'ont d'autre issue que de renforcer notre exploitation, payant des bas salaires, faisant la chasse aux délégués syndicaux... Faut-il accepter aujourd'hui qu'ils nous licencient sous prétexte qu'il y a des restrictions de crédits. Un petit patron, même s'il ferme son entreprise n'est pas en peine pour retrouver du travail, recasé souvent comme cadre dans une grande entreprise, tandis que les travailleurs sont purement et simplement jetés sur le pavé ! Le P.C.F. nous appelle à collaborer avec ces petits patrons, à tolérer notre exploitation pour lui épargner les difficultés ! Nous ne pouvons l'accepter.

● La renonciation à la lutte pour le socialisme développe de nombreuses contradictions. Pendant des années, de nombreux travailleurs ont cru lutter pour le socialisme en militant dans le P.C.F. Au fur et à mesure, cet objectif socialiste est devenu de plus en plus flou, de plus en plus éloigné : la démocratie socialiste ouvrait la voie au socialisme, puis c'est le programme commun, à son tour, qui devait ouvrir la voie au socialisme, puis l'élection de Mitterrand ouvrait la voie à l'application du programme commun. Dans ce corridor, ce dédale d'antichambres, les travailleurs commencent à se perdre lorsque Marchais crûment mangeait le morceau en fixant en juin dernier au comité central l'orientation du prochain Congrès : nous ne luttons pas pour changer de société, nous luttons pour des changements limités, le programme commun n'ouvre pas automatiquement la porte au socialisme ; comme il le dit clairement à deux journalistes bourgeois Harris et Sédouy dans une interview que nous commentons par ailleurs : le programme commun, c'est du capitalisme.

● Le comportement du PS, son passé bourgeois... que Marchais semble découvrir aujourd'hui, cela fait longtemps que de nombreux militants du P.C.F. posent des questions à leur direction : quelle garantie a-t-on qu'ils ont changé de nature, pourquoi dans de nombreuses municipalités, à Lille, à Besançon, à Marseille... collaborent-ils avec des élus de la majorité présidentielle? Ces questions sont devenues plus actuelles encore depuis les élections présidentielles : Mitterrand a mené sa campagne comme il l'entendait avec Rocard et d'autres, sans le moins du monde en référer au P.C.F., se permettant même de défendre un programme bien en deçà du programme commun aussi bien pour les revendications des travailleurs, que pour le nombre de nationalisations. La seule contribution qui était demandée aux militants du P.C.F., c'était de coller des affiches de Mitterrand sur les murs. Avec aujourd'hui le résultat que l'on sait, le recul électoral du P.C.F. au profit du PS ! Pour

de nombreux travailleurs influencés par le P.C.F., il s'agit bien là d'une marche à reculons vers le socialisme.

PAS D'ISSUE POUR M. MARCHAIS

Face à cette avalanche de questions, le P.C.F. a choisi de répondre, partiellement, sur le dernier point seulement. Jusqu'à présent, le P.C.F. répondait à cette objection de deux manières : l'une officielle, qui se retrouvait quotidiennement dans «l'Humanité» : «La gauche unie progresse», «le PS a changé de nature»... L'autre, officieuse, et non écrite, destinée aux travailleurs récalcitrants, non convaincus, qui consistait à leur dire : il faut faire patte de velours pour obtenir la majorité, mais une fois au gouvernement, Mitterrand, on le tiendra, les petits patrons subiront notre loi..., le P.C.F. a prévu tout cela et il est le plus fort...

Mais aujourd'hui de telles explications machiavéliques, une telle politique à double face font fiasco ! La force accrue du PS leur enlève toute pseudosolidité. En envoyant publiquement quelques attaques au PS, qui reprennent celles qui se murmurent depuis longtemps dans le P.C.F., en appelant à renforcer le P.C.F., en tentant de le présenter comme le parti révolutionnaire de l'union de la gauche, toutes diatribes ont une fonction précise : étouffer ces contradictions qui se développent dans et autour du P.C.F. Ce sont pourtant de piètres réponses qui sont apportées par la direction du P.C.F. aux questions que se posent des militants. Comment croire, comme le dit Marchais, que le P.C.F. est plus révolutionnaire que le PS parce qu'il réclame plus de nationalisations que lui, alors que Marchais lui-même le déclare aux deux journalistes Harris et Sédouy déjà cités «ceux qui croient à la révolution se font des illusions». Comment prendre au sérieux les critiques au PS de s'allier dans les municipalités avec les centristes, alors que la ligne du P.C.F. c'est aujourd'hui de s'aboucher avec ceux de l'UDR qui l'acceptent, alors que l'UJF et les J.C. coopèrent au plus haut niveau. Mais ce qui est surtout caractéristique dans ces piètres réponses, et c'est pourquoi elles ne peuvent satisfaire les travailleurs qui s'interrogent, c'est qu'elles sont muettes sur toutes les autres questions que nous avons évoqué plus haut, c'est qu'elles laissent intact le noyau qui fait la ligne du P.C.F. : alliance électorale avec les partis de gauche, venue au pouvoir par le biais des élections, maintien intact du programme commun.

Pour détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire, de la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, le P.C.F. défend la thèse du passage pacifique au socialisme, par le biais d'une alliance électorale. Au fur et à mesure que cette alliance se réalise et que la venue de la «gauche» au pouvoir apparaît dans comme une possibilité, l'horizon du socialisme s'éloigne de plus en plus et les failles dans la ligne révisionniste apparaissent de plus en plus clairement. La direction révisionniste tente de faire face à une contradiction insoluble :

● multiplier les gages à la bourgeoisie et à l'électorat réactionnaire pour élargir son influence électorale et rester concurrentiel face au PS

● et en même temps maintenir les travailleurs qu'elle influence et qu'elle trompe dans l'illusion qu'elle lutte pour des véritables changements, pour la disparition du capitalisme.

TRAVAILLEUR, REJETTE LE PARTI REVISIONNISTE

C'est dans cet exercice de corde raide que se situe la préparation du Congrès. Notre Parti appelle les travailleurs à faire leur compte : vous qui aspirez au socialisme, vous qui prenez une part active aux luttes de la classe ouvrière pour faire payer la crise à la bourgeoisie et qui, malgré cela faites encore confiance au P.C.F., où vous conduisent le P.C.F. et Georges Marchais ? Derrière les attaques verbales contre le PS, il y a le maintien intact de l'union de la gauche, le maintien intact du programme commun... (si Mitterrand veut bien l'appliquer), le maintien intact de l'Etat bourgeois qui réprime les travailleurs, de la société capitaliste qui les exploite, le refus de lutter pour un changement révolutionnaire de la société, le refus de lutter pour le socialisme. Le parti auquel vous faites confiance a depuis longtemps renoncé à faire la révolution, par de multiples subterfuges il cherche à vous écarter de la voie révolutionnaire : il se comporte comme un véritable agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Vous devez le rejeter, les débats autour du XXIe Congrès prouvent que les objectifs qu'il défend sont contradictoires avec ce que vous désirez, avec ce pourquoi vous luttez : le socialisme.

Rejetez le P.C.F. et sa ligne révisionniste, prenez contact avec les communistes révolutionnaires qui édifient un véritable Parti Communiste, le P.C.R. (m-l), qui a clairement pour but le renversement de la classe des exploités et qui subordonne toute son activité dans les luttes à ses objectifs : guider les masses vers la Révolution !

Marc ANDRE.

MARCHAIS DECLARE : AUX JOURNALISTES HARRIS ET SEDOUY, AUTEURS DU LIVRE "VOYAGE A L'INTERIEUR DU PCF"

"CEUX QUI CROIENT A LA REVOLUTION SE FONT DES ILLUSIONS"

André Harris, journaliste à «l'Express» et Alain de Sédouy, journaliste à «Entreprise», viennent de sortir un livre sur le P.C.F. intitulé «Voyage à l'intérieur du parti communiste».

La parution de ce livre coïncide avec les efforts du P.C.F. aujourd'hui pour se donner davantage encore un visage «démocratique bourgeois». Alors que le PS se renforce au détriment du P.C.F., ce dernier, pour le contrebalancer est conduit de plus en plus à déployer des tentatives en direction de la petite et de la moyenne bourgeoisie.

Dans cette entreprise, son passé le gêne ; il lui faut donner la preuve à ces éléments, qui redoutent comme la peste la dictature du prolétariat et qui pensent que le P.C.F., c'est encore cela, que ces temps sont bel et bien révolus. Il lui faut les convaincre que le P.C.F. d'aujourd'hui, c'est un parti bourgeois comme les autres. C'est à cet effet que Marchais avait écrit en 73 «le défi démocratique» dans lequel il se livrait à une véritable apologie de la démocratie et de la culture bourgeoise. Mais l'affaire Soljenitsyne, par exemple, dans laquelle le P.C.F. assurait certes que ce réactionnaire fasciste pourrait être édité en France, mais n'en soutenait pas moins l'expulsion d'URSS, marquait les limites de sa marge de manœuvre en ce domaine. Dans les couches réactionnaires petites et moyennes bourgeoises tant convoitées par le P.C.F., des réticences subsistaient quant à son caractère réellement «démocratique».

C'est ces réticences qu'il s'agit aujourd'hui de lever. Harris et Sédouy se présentent... quelle aubaine pour le P.C.F. ! Deux journalistes bourgeois et réputés comme tels, veulent montrer le P.C.F. tel qu'il est : voilà ce qu'il nous faut, pensent les révisionnistes ! Et on leur facilite la tâche, ils pourront tout voir du P.C.F., de l'Huma à l'école de cadres, et tout raconter, posant de subtiles questions visant à mettre les révisionnistes dans l'embarras, auxquelles ceux-ci répondront par une fuite en avant jusqu'ici inégalée. Et que l'on nous dise pas qu'Harris et Sédouy ont violé le P.C.F., ils avaient au contraire le profond accord de celui-ci. Voici ce que François Hincker, membre du P.C.F., qui servait de pilote à ce «voyage» leur déclare dans «France Nouvelle», hebdomadaire du P.C.F. où ils sont interviewés à propos de leur livre :

«J'ai donc suivi avec beaucoup d'intérêt et même plus que de l'intérêt, l'ensemble de votre entreprise, je crois qu'il faut d'abord dire aux lecteurs de «France Nouvelle» que, la lecture du livre achevée, j'ai l'impression quant à moi, que les communistes que vous décrivez, ce sont vraiment les communistes en tant qu'hommes et femmes, travailleurs et militants. Je rends hommage à la manière dont vous avez restitué ce que sont les communistes, ce qu'ils sont aujourd'hui dans leur diversité et dans leur communauté».

Et bien, puisque l'image que donnent Harris et Sédouy du P.C.F., et donc de sa ligne politique et de son secrétaire général, convient à «France Nouvelle», voyons quelle est cette image en parcourant le chapitre intitulé «dites nous, M. Marchais...».

Interviewé par Harris et Sédouy, Marchais raconte sa vie, sa jeunesse et sa passion pour les avions qui l'amène à désirer par dessus tout acquérir une spécialisation dans l'aéronautique.

L'OUVRIER ARRIERE

«Le Front Populaire arrive, je regardais cela d'assez loin, car je n'étais toujours ni politisé, ni syndiqué. Ce que je voulais, c'était toujours la même chose : devenir un ouvrier professionnel, hautement qualifié (...).»

Les millions de grévistes du Front Populaire ont laissé Marchais totalement froid ; au contraire, de nombreux travailleurs de son âge qui auraient voulu eux aussi une meilleure qualification, cherchèrent à résoudre le problème d'une autre manière ; ils participèrent en masse au Front Populaire. Aujourd'hui encore ils parlent toujours de cette époque en montrant quels espoirs, déçus certes, mais espoirs tout de même, elle représentait pour eux.

Marchais travaille donc dans l'aéronautique, il explique que chaque jour après le repas, il allait tourner autour des appareils avec son chef d'équipe... «Mon but était atteint» dit-il. Mais la guerre éclate...

LE COLLABO MARCHAIS

Marchais explique qu'il n'a pas été au STO... il est parti en Allemagne, bien avant, réquisitionné à cause de sa qualification dans les avions.

Question : «Il n'y avait pas pour vous la possibilité de vous cacher ?»

Marchais : «Il faut tout de même se rappeler l'époque. Décembre 42... la résistance... Bon... Il n'y a qu'à entendre nos camarades du parti parler de leurs difficultés à nouer les fils de la résistance... dont ils disent eux-mêmes qu'elle n'est devenue un phénomène de masse que fin 43, début 44 (...). Je n'avais pas plus que ceux qui étaient requis avec moi, de relations... aucun contact avec les résistants (...).» Pour Marchais, la résistance ne fut un phénomène de masse qu'en 43, c'est faire peu de cas des efforts héroïques de travailleurs, de personnes du peuple, qui eux aussi étaient isolés au départ, mais qui ont brisé cet isolement, qui, à l'inverse de Marchais, ne s'en sont pas servi de prétexte pour collaborer !

Et Marchais ajoute : «c'était l'occupation, on ne savait pas grand chose... les tortures, les camps de concentration nous n'en savions rien à ce moment-là». Les pétainistes et les collabos ne se justifient pas autrement aujourd'hui ! Parce qu'il ignorait que les nazis torturaient, dressaient des camps de concentration, Marchais s'est fort bien accommodé de leur présence... ! Les militants du P.C.F. qui ont combattu les nazis non seulement à cause de leurs crimes barbares, qui accompagnent toute guerre, mais parce qu'ils avaient conscience de repousser une agression impérialiste, de lutter contre l'impérialisme, apprécieront !

Et il poursuit : «Si on avait organisé un référendum en 40 et même en 41, Pétain aurait eu 90% des voix...» Un référendum sous la botte de l'occupant nazi, voilà ce que Marchais va imaginer pour se justifier : respectueux du suffrage bourgeois en toute circonstance !

Ainsi s'exprime pourtant le secrétaire général d'un parti qui a compté dans ses rangs des Fabien, des Péri, des Dalidet... et qui les renie aujourd'hui ouvertement par la bouche de Marchais.

Mais Marchais parvient à revenir en France : «A partir de là, je me suis caché... à la campagne. J'ai travaillé dans des fermes... jusqu'à la Libération». Sans doute là encore, aucune possibilité de contact avec la Résistance !

LE DELEGUE RESPECTUEUX DU PATRON...

Et Marchais retourne aux avions, à l'entreprise Voisin, il est syndiqué à la CGT et adhère au P.C.F... en 1947. Il ne l'a pas fait plus tôt, explique-t-il, pour ne pas donner l'impression de «voler au secours de la victoire» gageons qu'il a du surtout faire face à l'opposition de nombreux membres du P.C.F. qui eux ne collaboraient pas !

C'est l'époque du Plan Marshall, l'entreprise est menacée par les américains qui souhaitent imposer leurs avions. «Le père Voisin, lui, était contre... Il voulait que son entreprise vive... et nous aussi ! Alors, cela créait une situation particulière. Lui, le patron, et nous, étions d'accord pour préserver l'usine, mais nous avions des conflits sur le plan «salaire», etc... Je le voyais souvent. C'était un visionnaire excellent, un homme extraordinaire (...). En 49, j'ai été élu au Comité Fédéral de la Seine, tout en restant à la production... J'y tenais. Je ne souhaitais pas devenir permanent, et puis, chez Voisin, j'étais une sorte d'intouchable (...).»

On devine quel syndicaliste de choc a dû être Marchais ! Ses idées étaient vraiment d'avant-garde puisqu'on les retrouve aujourd'hui dans la politique des révisionnistes - collaboration avec les patrons - et dans leur pratique dans les syndicats - privilèges des pontes syndicaux qui pratiquent la collaboration de classe -

Mais très vite, la situation va évoluer pour Marchais...

...ET ARRIVISTE

En 52 Marchais devient permanent du Parti, choisi par Thorez : «Il avait du penser que je ferais un bon militant, dit Marchais, toujours est-il qu'après les élections législatives du 2 janvier 1956, je suis devenu secrétaire de la Fédération du Val de Marne... Au 14ème Congrès du Parti, la même année, j'ai été élu au Comité Central...»

Alors qu'à cette époque, de nombreux militants quittaient le P.C.F. parce qu'ils comprenaient que celui-ci ne les mènerait pas au socialisme, Marchais, au contraire, gravissait allègrement les échelons dans le Parti. Ce n'est pas par hasard, si Thorez l'a choisi, c'est qu'il était l'homme qui convenait à la nouvelle situation, lui au moins n'aurait pas de mal à pratiquer la collaboration de classe et à admettre le passage pacifique, son passé en fournissait l'assurance.

L'interview se poursuit sur la situation actuelle et les propositions du P.C.F. Marchais parle du Comité Central de juin 74.

PAS LE SOCIALISME...

«Qu'est-ce que je leur ai dit aux camarades au Comité Central ? Je leur ai dit ceci : aujourd'hui, l'influence du Parti est au-dessus de son score électoral (...). Nous sommes un grand Parti (...) Mais malgré cela, nous sommes

incapables de réaliser, tout seuls, les changements que nous souhaitons. Se pose donc le problème de savoir avec qui s'allier... en l'occurrence le Parti Socialiste et les radicaux de gauche... Résultat des présidentielles : 49,2% des voix (...) On peut se féliciter... Mais on n'a toujours pas la majorité (...) Il nous faut un courant qui rassemble beaucoup plus de monde (...) Alors j'ai dit aussi cela au Comité Central (...) que cela nous plaise ou non, il n'y a pas aujourd'hui en France de majorité qui souhaite passer à la construction d'une Société Socialiste (...) Si nous nous battons sur ce mot d'ordre, vous allez fêter le centième et même le cent cinquantième anniversaire du Parti dans l'opposition (...) Le Programme Commun correspond à des transformations acceptables par d'autres que les électeurs de gauche... D'ailleurs nous ne changerons pas la société puisque de sociétés, il n'y en a que deux, capitalisme ou socialisme, mais on changera les choses qu'il est indispensable de changer avant d'aller plus loin... Ceux qui croient au grand soir, à la Révolution, se font des illusions (...) Ce type de transformation-là, je l'exclue pour la France... Je veux l'exclure (...).»

Voilà qui n'avait jamais été dit aussi crûment. Travailleurs, le secrétaire général d'un parti qui se dit communiste vous l'affirme : «nous ne changerons pas la société» et qu'il ne soit plus question de socialisme !

Marchais parle ensuite du projet de société autogestionnaire que mettent en avant les socialistes.

...MAIS LA PARTICIPATION

«La société autogestionnaire (...), je l'ai vu, moi, cette société en Yougoslavie (...) A quoi cela les a-t-il conduits que les travailleurs décident de tout dans l'entreprise ? A l'anarchie (...) Non, ce que veulent les français, c'est être partie prenante de la vie sociale, politique, économique et culturelle... Ils veulent participer... Ce n'est pas pour rien si le général De Gaulle a employé le mot de «participation»... Il était intelligent, De Gaulle... C'était un bon mot, il l'a bien senti...» Pour Marchais, si l'autogestion en Yougoslavie est un fiasco, ce n'est pas parce que la concurrence demeure entre les entreprises, parce que l'exploitation des travailleurs demeure, mais c'est parce que les travailleurs décident de tout. Il passe superbement sous silence les réalisations du socialisme en Chine et en Albanie, pays où effectivement la classe ouvrière et la paysannerie décident de tout.

Marchais réaffirme ainsi son mépris des masses, en même temps qu'il renouvelle son appel aux gaullistes, et se lance dans une apologie de la participation, thème hérité du pétainisme, thème éculé de la bourgeoisie pour promouvoir la collaboration de classe.

Voilà l'image que les révisionnistes donnent de leur parti, une image il est vrai fort rassurante pour la bourgeoisie, mais qui ne manquera pas d'éclairer les travailleurs sur la nature bourgeoise du P.C.F. et d'exacerber les contradictions qui existent aujourd'hui dans ce parti entre certains militants qui aspirent sincèrement au socialisme et les révisionnistes avoués, type Marchais.

Albert CHATILLON

LES REVISIONNISTES ITALIENS "PRETS A RESOUDRE LES PROBLEMES" DU PATRON DE FIAT



M. Amendola dirigeant du P.C.I. vient de donner une interview au journal américain Newsweek (21/10/74), où il tente de rassurer les impérialistes US sur les intentions du P.C.I. en cas de sa venue au gouvernement... Ce parti bourgeois vient ainsi à proposer explicitement de venir au gouvernement avec les réactionnaires de la Démocratie Chrétienne pour... aider les capitalistes comme ceux de la Fiat à résoudre leurs difficultés ! Voilà un aveu de taille qui éclaire le rôle dévolu aux partis révisionnistes : gérer la crise capitaliste, aider la bourgeoisie à la faire payer aux travailleurs.

NEWSWEEK : Est-ce que la crise du gouvernement italien est simplement une crise ou quelque chose a-t-il changé en Italie ?

AMENDOLA : La crise, et spécialement la tentative d'imposer la semaine de 3 jours aux ouvriers de Fiat Turin, marque le début d'une situation nouvelle. Dans le passé, le chômage parmi nos ouvriers qualifiés était presque inexistant. Mais la crise de Fiat marque le début de la récession italienne. La crise monétaire et économique mondiale s'est

transformée en Italie, en crise de la production. Nous, communistes, savons que c'est une crise réelle et non une manœuvre d'Agnelli.

NEWSWEEK : Alors pourquoi avez-vous appelé à la grève à Turin contre la semaine de 3 jours ?

AMENDOLA : Nous voulons négocier. Nous ne voulons pas la nationalisation de Fiat. Nous voulons aider Agnelli à résoudre ses problèmes mais nous voulons une solution dans un cadre démocratique. M. Agnelli refuse la proposition de négociation du ministre du travail. Dans la crise actuelle, nous pensons que non seulement le gouvernement italien, mais encore les patrons italiens, sont incapables de nous dire ce qu'ils veulent réellement.

NEWSWEEK : Dans le passé, vous avez dit que le P.C.I. n'était pas favorable à des opérations de sauvetage à la petite semaine. Est-ce que la crise actuelle modifie votre attitude ?

AMENDOLA : Si nous envisagions notre rôle de parti politique, je dirais que notre rôle d'opposition est confortable ; mais nous ne sommes pas guidés par des motifs partisans. Nous avons répété que nous étions prêts à prendre nos responsabilités. De plus, la récession actuelle réclame une direction jeune. Mais ceci ne dépend

pas de nous, cela dépend d'autres. Des chrétiens démocrates continuent d'essayer de prouver, en public du moins, que le pays n'a pas besoin de nous.

NEWSWEEK : Et en privé ?

AMENDOLA : En privé, je ne connais pas un seul leader chrétien démocrate qui ne m'ait dit lui-même ou par ses émissaires qu'il était personnellement en faveur d'une participation communiste au gouvernement sous une forme ou sous une autre. Mais en fin de compte ils pensent toujours qu'il faudrait «attendre un peu».

NEWSWEEK : Si votre parti coopérait au gouvernement avec la démocratie chrétienne, les ouvriers espéreraient un certain changement que vous ne pourriez mener à bien. Ne craignez-vous pas qu'il en résulte une perte de prestige ?

AMENDOLA : Croyez moi, cela a été un sujet important de débat parmi nous. Nous sommes un parti de mouvement. Nous voulons que les choses changent. Mais nous sommes pleinement conscients que l'on ne peut rien faire en peu de temps. Nous pensons que les ouvriers italiens ont un niveau d'éducation politique élevé et qu'ils le comprendront.

(traduction par nos soins)

LES ACCORDS SUR LE CHOMAGE

Quelques concessions mais des menaces bien réelles contre la classe ouvrière

Les négociations tripartites: patronat, syndicats, gouvernement, démarrées le 11 juillet dernier au ministère du travail, sous la présidence de Durafour ont abouti à un premier accord prévoyant une «allocation supplémentaire d'attente» aux salariés licenciés pour motif économique. Ceux-ci sous certaines conditions pourront toucher pendant un an 90% de leur ancien salaire. C'est le premier élément d'un ensemble de mesures comprenant la création d'un «fonds de garantie de l'emploi» à gestion paritaire (syndicats-patronat), regroupant toutes les ressources privées et publiques (UNEDIC et Fonds national de l'emploi), et la création d'«observatoires régionaux de l'emploi».

Durafour, le ministre du travail, au début des négociations avait déclaré que la volonté du gouvernement était qu'il ne puisse avoir de licenciements sans que les salariés soient assurés de retrouver un emploi, et Chirac à la conclusion du présent accord s'est publiquement félicité de la législation française «la plus avancée au monde» dans ce domaine. Le gouvernement une nouvelle fois s'empare d'un des points du programme de la «gauche» pour le vider de son contenu et se faire un «visage social».

L'assurance de toucher 90% de leur salaire pendant un an, ce n'est certes

pas négligeable pour les travailleurs au chômage, c'est mieux que leur maigre allocation de chômage actuelle (40% du salaire plus 10F par jour), mais derrière ces améliorations, se profilent des menaces directes contre l'emploi et les luttes menées par la classe ouvrière. Le nouvel accord fait suite d'abord à une recrudescence des luttes, dont Lip fut le point de départ et l'inspirateur, contre les fermetures d'usine et les licenciements collectifs. Actuellement les travailleurs poursuivent résolument leur action aux usines Titan-Coder, aux Tanneries d'Annonay, à Faulquemont et Saint-Florent, etc... Si la bourgeoisie lâche aujourd'hui du lest c'est que les travailleurs ont manifesté avec détermination leur volonté de s'opposer aux licenciements, et que leurs luttes ont rencontré un grand écho dans les masses.

Or nous entrons dans une période où les opérations de restructuration vont s'amplifier: fermetures de petites usines, restructurations de branches archaïques (bâtiment), compression des effectifs dans les industries en surproduction (automobile), investissements dans les secteurs de pointe. Les conséquences pour la classe ouvrière ce sont les licenciements massifs, les déplacements de main-d'œuvre des secteurs en crise aux secteurs en expansion. La bourgeoisie espère que

la promesse de toucher 90% de leur salaire pendant un an désamorçera la combativité de la classe ouvrière et lui laissera les mains libres pour procéder à ses restructurations. Elle espère isoler les plus combattifs, neutraliser une grande partie des travailleurs, les dissuader de recourir aux occupations d'usines, et de se payer sur la production en leur assurant la presque totalité de leur salaire dans l'attente d'un reclassement. C'est ainsi qu'elle entend éviter tout nouveau Lip, en retirant tout motif apparent de lutte aux travailleurs, puisqu'ils continuent à être payés. C'est d'ailleurs au cours de la lutte de Lip que le gouvernement et le patronat envisagèrent ces mesures que Giscard ne fit que reprendre dans son programme électoral. C'est ce que Durafour explique: «La situation de l'emploi risque d'être préoccupante... le printemps 75 pourrait être plus difficile que l'automne 74. Pour celui-ci, il y aura d'abord la remontée traditionnelle de la courbe des demandes d'emploi non satisfaites, un gonflement du nombre des jeunes demandeurs d'emploi et en outre une augmentation des «points chauds» par industrie: l'automobile, la chimie, les textiles synthétiques... Pour lutter contre cette menace... nous avons imaginé la mise en place d'un fonds de garantie des ressources...» (interview au «Monde» du 5/7/74).

Mais les chômeurs, pour l'instant doivent se contenter de belles paroles de Chirac et de Durafour, et de leurs maigres allocations de chômage, les nouvelles mesures ne s'appliqueront pas dans l'immédiat. Initialement prévue à partir de la seconde quatorzaine de Novembre, l'augmentation de l'allocation de chômage ne sera pas effective avant le 6 janvier 75, le temps que le gouvernement en fixe les décrets d'application. Tant qu'ils ne sont pas parus, il n'est pas possible de connaître exactement quels seront l'extension, et les modalités de fonctionnement de la

nouvelle allocation de chômage. Ce qui est cependant certain c'est que sa portée en sera très limitée.

Seuls les chômeurs touchant les allocations de l'ASSEDIC pourront bénéficier des nouvelles mesures, à condition d'avoir été licenciés pour motif économique ce qui représenterait, d'après les estimations de la bourgeoisie, environ 140 000 des 200 000 chômeurs secourus. C'est à dire une fraction minime du nombre total de chômeurs: l'agence de l'emploi enregistre plus de 534 000 demandes d'emploi non satisfaites soit 25% de plus que le mois dernier, et l'INSEE recense selon sa terminologie plus de 800 000 «personnes sans emploi à la recherche d'un emploi».

Qui décidera si le motif du licenciement est d'ordre économique ou non? Ce n'est pas encore déterminé, le gouvernement doit le préciser mais il est certain que de nombreux patrons camoufleront les véritables raisons des licenciements sous divers motifs: faute professionnelle, «départ volontaire». De même que la circulaire Fontanet visait à diviser la classe ouvrière, en opposant français contre immigrés, cette mesure vise à créer des divisions entre bénéficiaires et non bénéficiaires, au moment des licenciements collectifs.

Plusieurs catégories de travailleurs seront en effet exclues du bénéfice de l'augmentation de l'allocation de chômage: les auxiliaires, les travailleurs embauchés sous contrat à durée limitée, puisque dans leur cas il n'y a pas de licenciement, mais expiration normale du contrat, il en ira de même pour les travailleurs intérimaires qui ne sont jamais licenciés, mais «temporairement sans missions». Or de plus en plus les patrons recourent à ce mode d'embauche pour adapter le niveau de leur main-d'œuvre à leurs besoins immédiats. D'autres catégories de chômeurs, ne sont pas non plus concernées par les nouvelles mesures:

les chômeurs partiels qui sont de plus en plus nombreux, notamment dans le bâtiment, et les chômeurs saisonniers. Théoriquement la durée de l'allocation supplémentaire est de un an, mais les travailleurs seront astreints à des contrôles supplémentaires: «à l'expiration du 3e mois, du 6e mois et du 9e mois d'indemnisation, le dossier de chaque bénéficiaire sera examiné par une commission paritaire, qui compte tenu

- des possibilités et des efforts de reclassement de l'intéressé
- des offres d'emploi qui lui ont été faites...

- des stages de formation professionnelle proposés ou suivis, décidera s'il y a lieu de maintenir le versement de l'allocation supplémentaire d'attente».

En liant le versement de l'allocation supplémentaire à l'acceptation d'un emploi ou d'un stage de formation professionnelle, la bourgeoisie se dote d'un moyen supplémentaire de pression pour faire accepter les reclassements aux travailleurs. Les offres d'emploi et les stages de formation professionnelle seront proposés, non en fonction des demandes des travailleurs, mais en fonction des besoins momentanés des patrons, car ce sont eux qui déterminent le marché de l'emploi. Le coût du nouveau régime, ne sera pas particulièrement élevé pour la bourgeoisie «le fonds de garantie ne nécessitera pas des ressources financières très supérieures à celles qui existent déjà mais qui sont disséminées» reconnaît Durafour.

L'Etat pourrait relever son allocation journalière de 10F à 16F soit de 180F par mois. Les stages de formation professionnelle seront financés par le 1% patronal sur la formation permanente, pour le reste, les cotisations des employeurs et des salariés seront relevées. Mais que ce soit l'Etat qui paye, les employeurs ou les salariés, c'est de toute façon en fin

de compte les travailleurs qui, par l'impôt ou par les profits qu'ils créent, financeront cette allocation. Alors que l'ancienne allocation de chômage était exempte d'impôts, la nouvelle allocation sera considérée comme revenu imposable et donc soumise à l'impôt au même titre qu'un salaire, facon pour l'Etat bourgeois de reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre.

L'accord en question complète les accords de février 69 qui prévoyaient l'examen des moyens de reclassement en cas de licenciements collectifs et leur prévention. Les syndicats avaient obtenu que le comité d'entreprise soit averti à l'avance des licenciements. Mais qu'est-ce que les travailleurs en ont retiré? Ça n'a pas empêché entre autres De Wendel-Sidélor de licencier 12 000 ouvriers, ni Larousse à Montrouge de fermer. En fait il ne s'agissait pas d'empêcher les licenciements mais d'assurer dans les meilleures conditions possibles de garanties, de reclassement et de promotion, la mobilité qu'impliquent la croissance économique et le progrès du niveau de vie (déclaration du CNPF). Les confédérations syndicales ont signé l'accord du 14 octobre 74, après l'accord de février 69, en les présentant comme des victoires pour la classe ouvrière, sans dénoncer les menaces qu'ils représentent pour les travailleurs. C'est conforme à leur ligne revendicative et à leur mot d'ordre: «Pas de licenciement sans reclassement», mais contraire aux véritables revendications des travailleurs qui réclament «pas un seul licenciement» comme à Lip, où les ouvriers ont su déjouer les manœuvres des confédérations syndicales qui voulaient brader leur lutte en acceptant les reclassements proposés par Giraud, les travailleurs refuseront les licenciements et exigeront le maintien de leur emploi.

Serge LIVET

FAULQUEMONT: APRES L'AGRESSION DE LA POLICE LE MOUVEMENT SE RENFORCE

Reportage de Yvon Chevet et de nos correspondants de Nancy

En se mettant en grève le 27 septembre dès que l'ordre de démonter les pompes a été donné, ce qui équivalait à noyer les mines, à un gaspillage de 153 millions de tonnes de charbon, les mineurs ont refusé la logique de la récession charbonnière. Malgré qu'il ne reste qu'un petit nombre dans une liquidation quasi terminée, ils ont refusé de partir et ont occupé le puits, ne pouvant accepter qu'au moment où tout le bassin est couvert d'affiches: «la mine a retrouvé son avenir», et un plan de relance charbonnière est établi, on ferme leur puits. Témoignage criant de l'anarchie capitaliste, de ses gaspillages avec toutes ses conséquences pour les travailleurs.

Devant leur détermination, la direction annonçait que le puits ne serait pas noyé, tandis que Chirac à L'Assemblée le 4 octobre, argumentait sur la non rentabilité du puits, n'hésitant pas à inverser les faits, à insinuer qu'à Faulquemont il n'y avait que des «piers et de l'eau». Les mineurs démolissaient ces arguments, si bien que lors de l'entrevue aux Charbonnages à Paris, le 15, les seconds rangs qui recevaient les mineurs restaient sans voix. Restant sans réponse, le 16 au matin, les grévistes occupaient le siège des HBL à Merlebach. Refusant de discuter avec Lagabrielle, le directeur, surnommé le fossyeur des Cèvennes car c'est lui qui a liquidé le bassin de Decazeville, ils exigeaient des comptes du Ministre d'Ornano...Le gouvernement répliquait dans la nuit par l'intervention de 300 gardes-mobiles et de la brigade anti-gang de Metz, qui matraquaient les 50 mineurs présents à l'occupation. A court d'arguments, la bourgeoisie «libérale» montrait son vrai visage... Au moment même où, par la signature sur l'indemnité d'attente de un an la bourgeoisie espérait neutraliser les luttes contre les licenciements, ces mineurs lui prouvaient qu'ils en avaient que faire, que c'était le maintien de leur puits qu'ils voulaient.

Employant la brigade anti-gang, elle révélait à quoi servaient ses campagnes sur la sécurité publique et les opérations coup de poing, à avoir des crédits pour la police contre la classe ouvrière, car dans ce conflit pour la bourgeoisie, les gangsters ce sont les ouvriers... comme disent les mineurs au piquet de grève «ce qui est important c'est que ça fait prendre conscience du vrai visage de Giscard».

Aussitôt l'intervention connue, toute la population de Faulquemont descendait à Merlebach à 2 h. du matin; une série de prises de parole était organisée à 5 h. dans tous les puits du bassin, les puits de Houve et de Forschwiller prévus pour la fermeture en 1980 et 1978 débattaient 24 heures, tandis que sur les autres, le travail reprenait en retard... L'émotion était telle que le samedi les commerçants fermaient leur rideau dans 14 localités, que le mouvement de démission des élus locaux s'accélérait (240 aujourd'hui, maires centristes y compris, tandis que le député UDR local émettait une protestation auprès du ministre de l'Industrie.)

A Faulquemont même, l'intervention a soudé encore plus les ouvriers qui partis à 300 se demandaient au départ si ce n'était pas un baroud d'honneur; or aujourd'hui les mineurs montés à Merlebach sont au piquet de grève à côté de leurs camarades, comme l'on disait au piquet de grève: «Faulquemont n'est pas fermé, je vous le dis d'avance, bien que je sois muté».

L'intervention a eu autant d'impact car la répression policière n'avait pas été employée ouvertement contre les mineurs depuis le gouvernement «socialiste» Moch-Mitterrand en 1948.

D'autre part, les travailleurs n'acceptent pas de voir fermé leur puits alors qu'on leur fait du chantage à la pénurie d'énergie, qu'on leur demande de se serrer la ceinture.

Marseille

Dès le début de la semaine les travailleurs de Titan-Coder ont montré leur détermination à poursuivre la lutte:

-jeudi 17 en occupant la gare St Charles

-Vendredi 18 en occupant l'agence pour l'emploi et en bloquant la circulation sur l'autoroute Nord.

-jeudi 17 une importante assemblée générale des travailleurs de Titan-Coder a permis de revoter l'occupation de l'usine et ceci alors que les liquidateurs avaient annoncé deux jours avant dans un communiqué aux journaux: «Dans l'état de nos informations, le démenbrement paraît maintenant inéluctable. Tous les efforts doivent tendre à juxtaposer les solutions partielles pour maintenir le plus grand nombre possible d'emplois.»

Le vote de l'occupation et les différentes actions réalisées ou projetées, montrent que les travailleurs de Titan-Coder ne sont pas prêts à laisser oublier leurs véritables revendications, et ceci malgré la tentative de démobilitation que pourrait représenter l'accord syndicat-patronat sur les licenciements collectifs.

A Marseille, la solidarité s'intensifie pour les travailleurs de Titan-Coder. Les comités de soutien se développent à l'exemple du Comité de Soutien Titan-Coder qui a déjà effectué plusieurs collectes. Le Parti continue la popularisation de la lutte et dans le cadre du soutien à Titan-Coder a organisé dans le quartier de la Valbarelle une projection de diapositives sur la réalité du socialisme en Albanie suivi d'un débat sur la perspective d'une France socialiste. Cette apparition ouverte du Parti dans le quartier a permis de prendre plusieurs contacts et a suscité de nombreuses discussions sur les propositions politiques de notre Parti face à la crise que la bourgeoisie veut faire payer aux travailleurs.

correspondant Marseille 19/10/74

Villefranche

Les ouvriers de Titan-Coder de Villefranche poursuivent leur lutte; après plus de 5 semaines d'occupation, ils ont pris un certain nombre d'initiatives pour faire échec au plan de licenciement de la bourgeoisie; en particulier la semaine dernière, au carrefour des deux grandes rues de Villefranche, ils ont brûlé publiquement leurs lettres de licenciement. Face à la montée du chômage qui frappe les travailleurs de la région (menaces de fermeture de Solmal, aux conséquences qu'aurait la fermeture de Titan-Coder sur l'emploi et les salaires des travailleurs de la région, la solidarité de tous les travailleurs caladois s'est exprimée au cours de la journée «portes-ouvertes» du 7 octobre, où plus de 2700 personnes sont venues apporter leur soutien aux Titan et au cours de la journée de la métallurgie où de nombreux débrayages ont eu lieu dans les usines de Villefranche: Bonnet, Patissier, Reel, Calor. Tous les travailleurs et toute la population sont concernés par la fermeture de Titan-Coder et l'opération «Villefranche-Ville-morte» l'a prouvé: pendant une demi-heure, toute activité a pratiquement cessé: les rues ont été barrées, les travailleurs ont débrayé, les commerçants ont fermé boutiques.

Notre Parti, aux côtés des travailleurs de Titan-Coder, popularise la lutte et a lancé l'initiative (avec le PSU) du «Comité Titan-Coder Vivra». Déjà, ce comité a entrepris la vente d'auto-collants dans les quartiers, sur la voie publique, pour le soutien financier.

Ce travail a reçu un large écho: plus de 1500 F ont déjà été récoltés, les discussions engagées ont montré la volonté des travailleurs de soutenir TITAN-CODER. Ce soutien, ils l'apportent en comprenant qu'ils dépendent aussi leur propre intérêt. Telle cette ménagère qui déclare: «Si l'usine ferme, les autres patrons vont être contents: pour les augmentations de salaire, on fera cointure.» Dans une usine proche de Villefranche, à St Georges, l'augmentation de salaire du mois d'Octobre a été reportée... contre cela, une seule riposte: la lutte des travailleurs.

Mais ce soutien n'est pas du goût de tout le monde. Lors de la journée «Portes-ouvertes» du 6 octobre à Villefranche, les syndicalistes CFDT qui portaient des pancartes sur lesquelles ils réaffirmaient les mots d'ordre des travailleurs: «Pas un seul licenciement», «Non à la fermeture» se sont vu interdire l'entrée de l'usine par les dirigeants révisionnistes. Si, pour les syndicalistes CFDT, la porte était fermée, ainsi que pour le comité de soutien «Titan-Coder Vivra», les délégués CGT eux, s'abouchent à deux syndicats réactionnaires FO et CGC, feignant d'oublier que FO, syndicat jaune, pratique la collaboration de classes. La CGT a montré l'intérêt qu'elle porte aux travailleurs en axant les revendications sur la défense de la hiérarchie!

Mais il y a mieux, samedi 12 octobre, les représentants de l'inter-syndicale, CGT, FO, CGC, avec FO en tête, sont intervenus main dans la main avec les

Titan-Coder : LA LUTTE CONTINUE

flies pour interrompre une vente d'autocollants du «Comité Titan-Coder Vivra». De tels agissements qui font suite à d'autres du même ordre sont contraires aux intérêts des travailleurs et font le jeu de leurs ennemis. La police n'a jamais été du côté des travailleurs, mais des patrons.

De quel droit les révisionnistes font-ils tout pour empêcher les travailleurs d'apporter leur solidarité aux Titan, de quel droit empêchent-ils les ouvriers en lutte de développer leurs initiatives? Devant les tentatives de saboter leur lutte, les grévistes sauront démasquer ceux qui essayent de leur barrer la route de la victoire. Il y a un an, les travailleurs de LIP rejetaient les dirigeants révisionnistes de la CGT. Gageons que les Titan sauront suivre cet exemple, et écarter de leur chemin ceux qui veulent dévoyer leur lutte sur leurs projets électoralistes.

Malgré ces menaces, le comité continue son soutien aux travailleurs pour que Titan-Coder vive. Le soutien va se poursuivre et s'étendre.

VIVE LA LUTTE DE TITAN CODER!

NON AU DEMANTELEMENT!

PAS UN SEUL LICENCIEMENT!

TITAN CODER VAINCRA!

correspondant Villefranche s/S.



le 8 octobre, les ouvriers de Titan-Coder ont brûlé leurs lettres de licenciements

LA BRIGADE ANTI-GANG CONTRE LES MINEURS

Le mercredi 16 octobre, les mineurs de Faulquemont viennent à Paris pour demander des explications à la direction des houillères. On ne daigne pas les recevoir. Aussitôt retournés à Faulquemont, ils occupent le siège de la direction du bassin. Dans la nuit, la police arrive et les expulse. Les mineurs témoignent:

Comment s'est déroulée l'intervention de la police?

Il était 11h30 du soir quand on a remarqué que les forces de l'ordre disparaissaient dans la nature. On ne voyait plus que 2 flics en civil. On ne trouvait pas ça normal. Et 1/4 h plus tard, on a vu deux flics qui se ramenaient le long des murs, ils étaient habillés comme des bohémiens, on n'aurait pas dit que c'était des flics, et derrière, il y en avait en uniformes, ils ont commencé à courir. Nous, on est tout de suite rentrés, on s'est enfermés, et on n'a même pas eu le temps d'avertir les autres. Ils ont défoncé la porte et ils sont rentrés à l'intérieur et puis ils ont matraqué tous ceux qui étaient sur leur passage. Moi, ils m'ont matraqué sur le bras, vu que je tenais la porte, après ils ont voulu m'embarquer. Ils ont pris des bouts de planches, tout ce qu'ils trouvaient pour matraquer. Ils ont même tapé sur ceux qui dormaient, ils ne regardaient même pas où ils tapaient.

Avez-vous été surpris par l'intervention de la police?

Très surpris, oui, parce que nous, on pensait qu'ils allaient faire des sommations. Malgré tout on se doutait qu'il y avait quelque chose qui se préparait. Dire qu'ils ont envoyé la brigade anti-gang de Metz. On n'est pas des gangsters! C'est ça le changement

de Giscard! Quand ça c'est bagarré, il y avait au moins 150 gardes mobiles avec fusil, casque, lance grenade, matraque, tout autour. On ne pouvait plus sortir.

Comment avez-vous réussi à sortir?

On nous a invité à sortir. Ça a commencé à chauffer, des mineurs ont pris Lebouche, le commissaire au col. Mais on n'avait pas eu le temps de prévenir à Faulquemont pendant l'échauffourée. On avait prévu que si les flics intervenaient les sirènes et les cloches devraient sonner pour alerter la population. Nous on est sorti et on attendait. Dans les 10 mn qui ont suivi il est arrivé 200 à 300 voitures de Faulquemont et Créhange et là ça a commencé à bouger. Au début, on était à 20 m des flics, après on était à 2 cm de chaque flic. Ils commençaient à se dire «ils vont peut-être nous foutre sur la gueule». Et le maire de Faulquemont est venu et il a commencé à calmer; si lui n'était pas venu, on aurait chargé, parce qu'on était bien chauds.

Vous étiez combien?

On était bien 1000, il fallait voir ça à 2 heures du matin, ils sont venus en pyjama, en chemise de nuit...

S'ils viennent que comptez-vous faire?

On leur a dit, qu'ils n'y viennent plus à la mine de Faulquemont, parce que la prochaine fois on les accueille, on se laissera plus taper dessus! Ah non, il n'en est pas question!

Les mineurs de Faulquemont sont décidés à ne pas céder?

(vives approbations). On ne s'avoue pas vaincus encore moins après les coups qu'ils nous ont donnés. Comme ils ont durci leur position, nous c'est pareil, coup pour coup!



LES CONTRATS DE TRAVAIL DES MAROCAINS : UNE MESURE DE DIVISION DE TOUS LES MINEURS

«Ils ont embauchés près de 800 à 900 jeunes cette année, l'an prochain il n'en est prévu que 270. Mais on fait venir maintenant 200 Marocains, ils ont un contrat de 18 mois renouvelable 2 fois. On les fait venir et on embauche moins de jeunes, le projet du gouvernement est clair: fermer les mines dans 10 ans comme c'est prévu, expulser alors ces travailleurs qui n'ont pas de liens avec la population locale; il espère ainsi que tout se fera sans heurt et sans problème avec la population locale qui aura pratiquement déserté les mines. Les Marocains, ils sont parqués dans des cités. Quand ils arrivent tout est prêt pour eux, le casque, les vêtements de travail... On leur donne un livret de caisse d'épargne, ils n'ont pas le droit d'envoyer de l'argent au Maroc. On les force à épargner. Là-bas, ils sont recrutés par des médecins coloniaux payés par les houillères, et un ingénieur.

Quant ils partent, ils ne savent absolument pas ce qui les attend. Ils viennent avec des contrats de 18 mois. Ils ont 2 ou 3 semaines de préformation, ensuite 1 mois ou 2 au quartier-école dirigé par la formation professionnelle, c'est déjà un véritable chantier. Ensuite, on les met à l'exploitation en tant que quatrième bonhomme à une équipe de 3, et au bout de 5 mois, ils font n'importe quel boulot, mais resteront en catégorie 3 (1300 F par mois) au mieux en 4 (1500 F par mois), mais au bout de 18 mois. Ici, ils viennent mais tout seuls, il faut qu'ils soient célibataires, c'est une condition, et ils n'ont pas le droit de se marier ici. Ils sont cantonnés dans des cités, arrivent au travail dans des bus autonomes... Dans la cité ils sont encadrés par un ancien. La direction cherche à créer des mauvaises réactions chez les mineurs, il va falloir qu'on explique, qu'on défende nos camarades. Si on enlève à un mineur son compagnon avec qui il est habitué à travailler pour mettre un Marocain à qui il doit apprendre le boulot, ça va l'obliger à travailler en plus, donc même si le gars n'est pas raciste, la direction espère que ça va créer des tensions.

Témoignage d'un mineur délégué CFDT.

Le P.S. un parti ouvrier à...3%

Le P.S. se présente comme un parti ouvrier, il fait grand cas de prétendus progrès de son implantation ouvrière. Un sondage réalisé à partir d'un questionnaire attribué aux délégués du Congrès de Grenoble en juin 73, fait un sort à ses prétentions en dévoilant la composition sociale du PS.

C'est justement la classe ouvrière dont il se dit le défenseur qui est la catégorie la moins représentée au P.S. : 3% d'ouvriers seulement nous révèle le sondage, la même proportion que d'industriels et commerçants. Ces chiffres qu'il ne conteste pas n'empêchent pas le PS de continuer à se proclamer parti ouvrier, alors que du point de vue de sa composition il est tout autant un parti industriel et commerçant.

Mais à défaut d'être implanté dans la classe ouvrière, le PS avait la réputation d'être un parti d'employés, de petits fonctionnaires. Encore une légende mise à mal par ce sondage : il n'y a que 7% d'employés au PS, sensiblement moins que de membres des professions libérales : 9%. Les catégories les plus représentées au PS sont en fait les cadres et les enseignants : 19% de cadres supérieurs et ingénieurs, 20% de cadres moyens, 6% d'instituteurs et 19% de professeurs. A défaut d'être nombreux les ouvriers du PS sont bien encadrés !

DEVELOPPEMENT DES LUTTES

En lutte principalement contre le chômage depuis la rentrée de septembre, cette semaine voit les travailleurs entrer en lutte contre les salaires de misère, comme au Creusot et en Anjou-Mayenne, contre les contrats à durée limitée comme au Havre. Les tanneurs d'Annonay et les métallos de Titan-Coder eux, poursuivent leurs occupations et sont à la tête des luttes contre les licenciements, rejoints par les travailleurs de Oudin à Poitiers et de «la Prairie» à Soyaux.

Enfin, les travailleurs continuent de s'opposer aux restrictions de chauffage comme chez Paris-Rhône et chez Far.

Face au développement de ces luttes et à la combativité de la classe ouvrière la bourgeoisie durcit ses positions comme à Faulquemont où elle envoie les CRS, comme chez GIMM où les délégués sont poursuivis en justice, comme chez Samer où la direction demande l'expulsion des grévistes.

S'il ne s'agit pas encore d'une riposte d'ensemble aux provocations de la bourgeoisie, le développement de ces luttes, leur diversité montrent la réponse que les travailleurs comptent donner au chantage à la crise et aux appels à la «solidarité nationale». Popularisons largement les mots d'ordre du syndicalisme révolutionnaire :

- Non aux licenciements
- Non aux contrats à durée limitée
- Non aux restrictions.

CONTRE LES CONTRATS A DUREE LIMITEE

Thireau Morel (Le Havre) vient de déposer son bilan. Depuis le mois de Juin, le non renouvellement des contrats des travailleurs immigrés (plus d'une centaine sur les 1800 travailleurs de l'usine), le déplacement d'ouvriers vers Paris ou Strasbourg laissait prévoir cette issue. Dans l'immédiat, de nombreux ouvriers n'ont touché qu'une partie de leur salaire de septembre. Une première manifestation, à l'appel des syndicats a eu lieu vendredi dernier pour s'opposer à toute forme de licenciement. Face à la tactique du syndicat qui laisse trainer les choses pour décourager les gars et les pousser à partir un par un, le PCR (ml) entreprend d'élargir la solidarité et l'unité Français-Immigrés contre le chômage.

Correspondant Thireau Morel (Le Havre)

CONTRE LES RESTRICTIONS

A Paris-Rhône, ateliers de Villefranche, les travailleurs sont entrés en lutte pour obtenir le chauffage : débrayages d'une heure le vendredi pour exiger d'être chauffés lundi. Ce qui est fait, ainsi nous avons repris le travail mais nous surveillons toujours la température.

L'atelier de chez Far (racheté par Paris-Rhône) a débrayé 4 heures le lendemain pour les mêmes raisons. Le chauffage a été mis tout de suite, ainsi que dans les autres ateliers de Lyon.

Correspondant Paris-Rhône

CONTRE LES SALAIRES DE MISERE

Creusot-Loire. La grève se poursuit avec occupation depuis lundi dernier. En lutte pour une augmentation uniforme de 200 F., la réduction d'une heure de la semaine de travail, les 1250 horaires du Creusot entendent ainsi s'opposer à la hausse des prix et montrent la voie à suivre en prenant la tête des luttes contre les bas salaires. C'est ainsi que vendredi près de 300 d'entre eux ont procédé à une distribution massive de tracts dans le centre-ville afin de populariser leur lutte et leurs mots d'ordre.

Anjou-Mayenne: Depuis plus d'une semaine, les 2500 ardoisiers d'Anjou-Mayenne débrayent 2 heures par jour pour obtenir 2% de majoration des salaires avec effet rétro-actif à partir du 1er février 74.

DANS LES CENTRES DE TRI PARISIENS

La grande majorité du personnel PTT des centres de tri parisiens est en grève. Le mécontentement était grand depuis longtemps aux PTT; les grèves nationales de 24 h: proposées par les directions syndicales ne satisfaisaient plus les travailleurs des Postes.

Dans les centres de tri en particulier, l'exploitation s'accroît: les cadences de travail s'élèvent à cause du manque d'effectifs et l'administration préfère avoir recours aux heures supplémentaires (nombreux sont les postiers qui font des journées de 6h à 20h...). L'administration remplace fréquemment le personnel titulaire par du personnel auxiliaire (salaire: 1300 F et aucune garantie de l'emploi). Les machines à trier le courrier (grâce au «code postal») comme au centre de tri d'Arcueil, imposent des cadences exténuantes aux employées (celles-ci ont obtenu une pose par heure).

Au centre de Paris-Brune, les travailleurs, au bout de 24 h de grève surprise, la semaine dernière, avaient fait reculer l'administration qui voulait imposer des armoires de tri plus rentables (isolant les trieurs les uns des autres, etc.).

C'est encore de Paris-Brune que la dernière grève a démarré. Les revendications des travailleurs sont les suivantes:

- Défense du pouvoir d'achat
- Salaire minimum: 1700 F par mois
- Versement immédiat d'un acompte de 200 F pour tous.
- Augmentation des effectifs titulaires.
- Titularisation des auxiliaires en place.
- Amélioration des conditions de travail.

Cette grève s'est rapidement étendue aux centres de tri de Paris-Austerlitz, Paris-PLM, Paris-Montparnasse, Paris-Clignancourt... Cette action a été imposée par la base aux directions CGT et CFDT qui n'envisageaient pas un mouvement d'une telle ampleur pour leur «semaine de revendications». Le syndicat jaune FO a été obligé de prendre le train en marche alors qu'au départ, il condamnait l'action des «gauchistes» de Brune. Il faut souligner aussi que c'est la première fois qu'un tel mouvement se déclenche sans le sacro-saint préavis.

SOUTENONS LES POSTIERS EN LUTTE!
le 21/10. Correspondant PTT.

Après l'appel des syndicalistes opposés aux assises, les trotskistes attaquent le P.C.R.

Après les «Assises du socialisme», les manœuvres du PS et des dirigeants confédéraux CFDT se poursuivent pour faire de la CFDT le relais du PS dans la classe ouvrière. Après avoir tout fait pour engager la CFDT dans la participation aux assises et le ralliement au PS, ils s'attaquent maintenant à ceux qui s'opposent à leurs manœuvres et tentent de les discréditer. Maire, qui s'est démené pendant plusieurs mois pour rallier le maximum de syndicalistes aux Assises(*) se félicite publiquement de leur tenue, au micro d'Europe 1 «nous nous réjouissons fort de ce qui s'est passé aux assises du socialisme». Or, que s'est-il passé? S'agissait-il seulement de discuter des mérites de l'«autogestion socialiste» ou d'élaborer un «projet de société» comme on voudrait nous le faire croire et dans ce cas, pourquoi le débat n'a-t-il pas eu lieu au préalable dans le syndicat? Certainement pas, le but de l'opération n'était autre que de renforcer le PS dont les dirigeants escomptent bien, grâce aux dirigeants CFDT engagés dans l'affaire, engranger quelques milliers d'adhésions de syndiqués

pour bloquer la mobilisation effective qui se développe. Pour mener cette besogne, ils ont recouru dernièrement aux services des trotskistes qui, avec leurs arguments et leurs moyens se font en toutes occasions les larbins empressés des réformistes. Ceux-ci dans des tracts distribués dans plusieurs entreprises tentent d'abuser les syndiqués CFDT, en utilisant mensonges et arguments spécieux. Ils opposent trois «arguments» à l'appel contre les assises du PS.

● Premièrement, afin de semer le doute et d'en restreindre la portée, ils ont prétendu qu'il s'agissait d'une manœuvre du PCR qui aurait usurpé des signatures de syndicalistes de LIP. Nous laissons aux militants CFDT le soin de répondre comme il se doit à ces insinuations mensongères: les communiqués qu'ils ont adressé à la presse et que nous reproduisons ci-contre constituent une première réponse.

Pour notre Parti, qu'il nous suffise de rétablir les faits. Il n'est nullement question dans cet appel de rejoindre le PCR (ml) ou toute autre organisation; il ne fait que dénoncer les manœuvres,

sortir la bourgeoisie de la crise en faisant trimer les travailleurs. Il n'y a pas de coexistence pacifique possible dans la CFDT entre le PS, parti bourgeois qui tente de renforcer ses positions dans la classe ouvrière pour mieux la berner, et la ligne révolutionnaire qui prend en compte les véritables aspirations des travailleurs.

● Enfin les signataires de l'appel contre les assises sont accusés de ne pas mener la lutte dans le cadre strictement syndical, contrairement à certaines fédérations, unions départementales ou sections syndicales. Nous considérons comme très positif que des protestations se soient développées à tous les niveaux par les canaux de la CFDT contre les assises. Mais force est de constater que face aux manœuvres des dirigeants réformistes qui ont minutieusement préparé leur coup, c'est insuffisant. La convocation d'un congrès extraordinaire, si elle se fait, et elle ne pourra se faire que dans trois mois, c'est à dire bien après l'opération du PS, laissera tout loisir aux réformistes de réaliser leurs desseins. Le seul moyen de



Encadrés par Chapuis et Rocard, Debray, Deferre et Mitterrand murmurent l'internationale.

CFDT. La preuve? C'est le Comité de préparation des Assises lui-même qui nous la fournit, en écartant des assises la nouvelle direction du PSU, d'accord pour discuter du «projet de société» mais hostile à l'adhésion au PS. Mauroy écartant toute ambiguïté déclarait: «La tenue des assises correspond à un engagement précis: en réponse à l'appel de F. Mitterrand au lendemain de l'élection présidentielle, il s'agit à partir d'un texte élaboré en commun sur un projet de société, de rassembler tous les socialistes dans le même parti socialiste» déclaration appuyée par les représentants de la «3ème composante» qui compte des dirigeants CFDT.

Les manœuvres tramées depuis plusieurs mois par les dirigeants confédéraux au mépris de la démocratie syndicale n'ont donc d'autre but que de mettre la CFDT sous la coupe du PS.

Face à cela, des Unions Départementales, des fédérations, des sections syndicales ont exprimé leur désaccord, réclamé la convocation d'un congrès extraordinaire, et des militants syndicalistes ont pris l'initiative de lancer un appel contre les assises du PS. Par rapport à ceux qui ont réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire, la direction de la CFDT temporise et manœuvre, mais contre les militants qui font signer l'appel contre les assises, tout en les ignorant officiellement, et en refusant de répondre sur le fond, la confédération et les chefs réformistes menacent d'exclusion, multiplient les pressions

bien réelles celles-là, de certains dirigeants et appelle à engager un large débat dans la CFDT. En l'occurrence, l'accusation de manœuvres lancées contre cet appel vise à camoufler la véritable manœuvre, celle du PS!

● Le second argument des trotskistes c'est qu'il ne faut pas «opposer ceux qui sont pour le PS à ceux qui sont contre, alors que le syndicat doit être le cadre du front unique ouvrier où les divers courants doivent coexister.» Selon eux le parti socialiste serait une composante du mouvement ouvrier, qui devrait coexister dans la CFDT avec les autres courants ouvriers. Comme à chaque fois qu'il s'agit de faire un choix clair entre voie réformiste et voie révolutionnaire, les trotskistes tentent de brouiller les cartes et de raccrocher au char réformiste tous ceux qui s'en écartent. Comme aux élections présidentielles où ils ont appelé à voter Mitterrand au second tour au nom de la théorie du débordement, ils fixent aux travailleurs l'unique perspective d'être l'aiguillon qui ferait avancer plus vite les dirigeants réformistes, qu'il faut laisser manœuvrer dans le syndicat!

Mais nous savons que le PS, malgré les illusions qu'il entretient dans la classe ouvrière et sa tentative pour apparaître comme un parti de la classe ouvrière est en fait un parti bourgeois, il en a fait la preuve en gérant à maintes reprises les affaires de la bourgeoisie, en réprimant les luttes des travailleurs. Nous savons qu'il n'a pas changé, que le programme de Mitterrand, sous le couvert de «Consensus social» vise à

contrecarrer les plans muris de longue date des dirigeants réformistes, est de poser clairement le débat devant l'ensemble du syndicat, sans attendre un congrès, et en débordant les limites imposées par les réformistes. Ce faisant, la démocratie syndicale n'est pas remise en cause, au contraire ce sont les machinations du PS et de ses agents qui sont dévoilées, et l'ensemble des syndiqués appelés à se prononcer sur l'orientation de leur syndicat. Se limiter actuellement aux protestations à différents échelons, laisserait les mains libres aux dirigeants réformistes qui contrôlent l'appareil. C'est pourquoi nous soutenons l'initiative des syndicalistes CFDT qui seule peut permettre de développer un mouvement capable de faire échec aux tentatives de main mise du PS sur la CFDT.

Ceux, qui sous divers prétextes s'y opposent, ne cherchent en fait qu'à faciliter les manœuvres de la social-démocratie. En voulant enserrer la lutte contre les manœuvres du PS sur le terrain choisi par celui-ci, ils font, comme c'est leur rôle, le jeu des réformistes, les marxiste-léninistes s'y opposeront et démasqueront ce jeu devant les travailleurs.

*Le service de presse de la CFDT nous fait remarquer l'absence de Maire aux assises. Comme ce dernier le confirme le surlendemain à Europe no1 il ne s'agit nullement d'un geste dû à des divergences de dernière heure; s'il n'était pas physiquement présent aux assises, il y était de tout cœur!

lettre de syndicalistes de lip

A propos de « l'appel des syndicalistes CFDT opposés aux assises du PS » nous avons appris que plusieurs organisations politiques colportaient des mensonges au sujet de la section syndicale de Lip. Devant de nombreuses usines en France ils prétendent que :

- « les militants de Front Rouge utilisent les ouvriers de Lip pour faire signer un appel extérieur au syndicat »
- « qu'aucun ouvrier de Lip n'a signé cet appel, que la section syndicale est opposée à cette manœuvre ».
- « que la section CFDT de Lip dénonce cet appel ».

En même temps les mêmes individus qui font courir ces bruits affirment que la démocratie syndicale autorise toutes les manœuvres du PS, y compris sa tentative de main-mise sur le syndicat.

Nous, ouvriers de Lip signataires de l'appel contre les assises du PS, dénonçons ces mensonges et tenons à rétablir la vérité :

1/ de nombreux syndicalistes CFDT de Lip ont signé cet appel y compris des délégués.

2/ la section syndicale CFDT Lip n'a pas pris position à ce sujet. Il a toujours été dit que c'étaient des ouvriers de Lip qui avaient signé.

Nous, signataires de l'appel qui est signé massivement et correspond aux questions que se posent un grand nombre de syndicalistes CFDT, nous ne voyons dans cette initiative aucun moyen pour une organisation politique de manipuler la CFDT, au contraire, il est un moyen d'empêcher la main-mise du PS sur notre syndicat. Nous nous félicitons que de nombreux syndiqués, dont certains sont militants du PCR (ml), du PSU... et même du PS aient signé cet appel.

Nous protestons contre le fait que notre appel et les 1 000 premières signatures n'aient été jusqu'à présent publiées que par un seul journal alors que nous l'avons adressé à toute la presse.

Nous constatons également que ceux-là mêmes qui font courir des faux bruits n'ont pas osé se manifester à Besançon et, en calomniant le mouvement d'opposition qui se développe, ils ne font en fait que renforcer la manœuvre de récupération du PS dans la CFDT.

Marcel WIRT, Jean RAGUENES, Gaby HOSTETLLER, Christian DI PIETRO Syndiqués ou délégués CFDT de LIP signataires de l'appel.

malgré les
calomnies,
la campagne
de
signatures
contre les
"assises du
socialisme"
se développe
au sein de
la CFDT



Il y a un an, la lutte des Lip, un acquit que bradent ceux qui veulent raccrocher aujourd'hui la CFDT aux socio-démocrates du PS

sur la campagne de calomnies à besançon...

Comment la campagne de signatures a-t-elle démarrée sur Besançon?

A Besançon, l'année a été riche en événements surtout dans la métallurgie : Lip, Sifop, Bourgeois, Zénith, Compteurs...

Les travailleurs luttent contre les licenciements et la vie chère. Ces travailleurs ont vu la nécessité de forger un syndicat qui soit une arme de lutte pour les travailleurs. Devant la manœuvre de Dérègle, Maire, Mitterrand et Rocard, il fallait réagir dans notre syndicat. Comment réagir devant cette politique du fait accompli ? Il y a d'abord eu les réactions des sections (comme aux Compteurs...), d'UL, d'UR (voir dans Syndicalisme Hebdo) dans l'objectif du Conseil National (qui se tient après les Assises Nationales du Socialisme donc sans grande influence sur la décision mais importante pour la mobilisation des militants CFDT contre les assises).

Pour augmenter cette mobilisation, il est nécessaire que des débats aient lieu et aboutissent à une mise en garde de la confédération « ça suffit les manœuvres du PS ». Cette mise en garde doit avoir une portée nationale. C'est pourquoi avec des militants de Lyon un appel a été rédigé.

A Besançon, une assemblée générale de l'UL a eu lieu sur les « Assises du socialisme ». A cette réunion participait Mr Pinard, conseiller général de Besançon, membre et dirigeant du PS local. De nombreux militants CFDT dénoncèrent la manœuvre du PS dans la CFDT.

A cela ce notable répondit que le PS avait une large assise dans la classe ouvrière, il était normal que des militants CFDT adhèrent au PS - à titre personnel - A la question « mais est-ce que la motion du BN de la CFDT approuvant l'initiative de Mitterrand de convoquer des Assises du socialisme n'engage pas la CFDT ? » Il répondit : « Ah, là, peut-être ont-ils fait une erreur ».

On voit combien les manœuvres du PS sont grosses. Confrontés à leur manœuvres, ils sont prêts à reconnaître leur bassesse. Non la CFDT ne sera pas l'arme du PS pour faire payer la crise aux travailleurs.

Qui en a pris l'initiative?

A Besançon, ce sont des militants des métaux qui ont fait circuler cet appel, en premier, dans leur syndicat, lors d'une réunion hebdomadaire. 13 camarades de la CFDT ont signé après discussion. Cette initiative a fait bouillir de rage. Des militants dans leur entreprise l'ont fait signer : Lip plusieurs militants CFDT ont collecté en 2 jours 60 signatures. Zénith, Sifop...

Y a-t-il eu des pressions contre les signataires?

Face à cette initiative de défense de notre syndicat il y a eu des réactions du PS et de ses alliés : un des premiers signataires a été violemment réprimandé par un militant CFDT membre du bureau de l'UL de Besançon et... membre du PS.

Le secrétariat de l'UL a apposé une affiche dont le but était d'enrayer cette vague de mobilisation : elle signifiait que c'était un appel politique du PCR, que le PCR voulait construire une tendance. Immédiatement les premiers signataires ont réagi en expliquant leur volonté de défendre le syndicat, de défendre les revendications réelles des travailleurs et ont opposé à côté une affiche explicative.

Le secrétariat de l'UL a alors convoqué un camarade ayant pris l'initiative de la campagne : le bureau de l'UL a reconnu que l'affiche ne s'appuyait sur aucun fait concret et aujourd'hui d'ailleurs ces affiches ne sont plus sur les murs du local de la CFDT.

Les manœuvres n'ont pas empêché un grand nombre de travailleurs de signer cet appel. Malgré toutes les pressions du PS et d'autres groupes politiques qui veulent manipuler notre syndicat sur le dos des travailleurs, notre appel a remporté un grand succès. (Un seul militant a retiré sa signature... bien qu'en accord avec le texte du projet d'appel).

Comment se poursuit la campagne des signatures sur Besançon?

Des militants CFDT de Besançon vont tous les jours devant les usines principales : Bourgeois, Compteurs, Rhodia, Sifop, Kelton, Lip... les appels sont diffusés à tous les travailleurs à l'entrée de la boîte et sont rendus signés aux militants CFDT à la sortie. Autour des panneaux expliquant le sens de l'appel, de nombreux travailleurs, militants, délégués CFDT discutent de notre organisation syndicale, de sa défense contre la main mise du PS sur elle et sur le danger de voir l'acquis de nos luttes remis en cause.

lettre de syndicalistes lyonnais

Nous avons appris que certains individus, dans des villes différentes, diffusaient des fausses informations concernant l'appel des syndicalistes CFDT opposés aux assises du PS. Ces fausses informations étant identiques dans plusieurs villes de France, montrent qu'il s'agit d'une action concertée et organisée.

Elles consistent à prétendre que c'est le PCR qui fait circuler cet appel; et qu'il utilise abusivement des noms de syndicalistes de Lip.

Nous pensons qu'une mise au point est nécessaire :

1/ L'appel contre les assises rencontre un écho très favorable parmi les militants CFDT, et s'il était au départ l'initiative de quelques militants de Lyon et de Besançon, maintenant des syndicalistes de toute la France s'en sont emparé et le font signer. Si des militants du PCR syndiqués à la CFDT, comme d'ailleurs des militants du PSU ou d'autres organisations politiques, y participent, nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais cette action émane de syndicalistes et est absolument conforme à la démocratie syndicale; le caractère de masse qu'elle est en train de prendre ne peut que le confirmer.

2/ En ce qui concerne les travailleurs de Lip, une soixantaine ont signé cet appel et nous n'avons jamais prétendu que la section syndicale avait signé.

En ce qui concerne ceux qui veulent mener la bataille uniquement dans les

structures syndicales, nous rappelons que si les débats se sont tenus dans certaines sections syndicales, ce n'est pas la confédération qui les a impulsés et ce n'est pas général, d'ailleurs le texte des assises n'a été connu qu'une quinzaine de jours avant, ce qui n'a pas permis un débat dans la CFDT. La troisième condition de participation aux assises : être d'accord avec le projet d'orientation, appliquée à la nouvelle direction du PSU, montre bien que le but principal de ces assises c'est de récupérer des adhérents pour le PS.

Nous pensons pour notre part que tous ceux qui veulent s'opposer au projet du PS doivent signer notre appel.

Nous joignons à notre lettre une deuxième liste de 500 signatures de l'appel pour un rassemblement de syndicalistes CFDT opposés à la main-mise du PS sur leur syndicat. D'après nos pointages si on tient compte de la grève actuelle des PTT, c'est en fait plus de 2 000 signataires qui ont déjà soutenu l'appel. La collecte des signatures se poursuit.

Des syndicalistes de Lyon opposés aux assises.

Pour tout renseignements, pour prendre contact avec les signataires de l'appel écrire à

Jean-Paul MONNEREAU

E.P. Orléans

69530 BRIGNAIS

500 nouvelles signatures à l'appel

Cusin A.; Villegas S.; Sala M.; Ferchichi J.; Bringer M.; Cherpin M.; Vecchione J.; Paune; Lechat J.; Morieras R.; Piegay R.; Bernabey; Envard; Majri; Shadi; Courtial; Channal; Patissier; Billier; Goux; Piegay A.; Gaudet; Domi; Morreux R.; Bothion S.; Dolugant R.; Sothier A.; Minot H.; Galland B.; Lescanff Y.; Dubost D.; Debos J.-L.; Bothion S.; Ansoud H.; Akruiti F.; Anri; Akruiti E.; Yousfi S.; Rougny; Hadjit; Aali M.; Gaid S.; Bourerane; Salah; Tudjane; Bouk Boujidi; Barraune; Tadjane B.; Baali A.; Maarcha; Boule S.; Tadjane H.; Ricanet; Victor Bothion; Privas; Stacchini; Estournet; Ribeyre; Antonios; Bazir; Stadler; Caméo; Bordival; Pons; Baabi; Pierdon L.; Besson Ch.; Lacroix; Aznag; Ouasmiali; Kahzma; El Mourassir; Gros; Aissaoui; Ahmani; Belaidi; Belher; Colet L.; Colet E.; Cognasse; Baccouche; Valverde; Lacroix D.; Budoz; Zaza; Boule M.; Muay; Ona; Charnard; Pierre J.-C.; Desegher; Burtier; Jonckere; Boute; Tournon; Morand B.; Habout Ch.; Vanderlecken; Picavet Y.; Godin J.; Catania L.; Catania C.; Azouz K.; Hudda B.-M.; Cristian D.; Facon F.; Bennabou M.; Catania F.; Holman P.; Cavaliéri; Deceukeleire D.; Loez; Jonas G.; Carlier D.; Deceukeleire P.; Lambotte; Collet C.; Lhotellier B.; Ingrassion J.; Ingrassion F.; Canibel N.; Fontaine E.; Fontaine J.; Rifalilo; Rousse Y.; Ladoux J.; Domis C.; Martin M.; Denis G.; Maruca A.; Sauter A.; Claepots C.; Carnevale C.; Carnevale G.; Tanghe A.; Oukins M.; Criaille J.; Buti B.; Cornelis J.; Cornelis B.; Zibai N.; Cibida A.; Taibi T.; Fedlou A.-B.; Bagounmi T.; Charni S.; Raibi A.; Bentoulouhak S.-B.; Kliahi M.; Zougi T.; Chedi M.; Manera M.; Ijani A.; Moulchai S.; Breary; Augier; Abounaim; Boukebian S.; Gonis; Seok; Tondk; Liman; Draye; Auzou; Lereube; Benmoume; Richard; Hautot; Chione; Ziodan; Dellay; Fitili; Oualim; Tall; Abidi M.; Messad; Leriche; Soumaré; Domba; Konaté; Cini; Traore; Moullai; Damba; Diab; Dehais; Shumann; Harmoy B.; Moing; Delahaye; Choucha; Saadi; Noutaoui; Saydali; Bounouna; Chouchane; Bouhila; Nouassya; Makloufi; Majdoubi; Dhif; Bougoussa; Ouzouni; Gueszali; Archimbaud J.; Germain C.; Gautheron P.; Chauveton F.; Chauveton J.-M.; Benmimoun; Tergou; Yayaoui; Ferchichi; Magdeddi; Bouali; Benyaya; Nejmi; Kayaalp F.; Doye; Boyère D.; Benali; Dehuis; Kunte A.; Inadou; Dialblumine; Herman; Duval; Delahais; Saad; Wiart; Travniet; Visonblain; Simon; Leroy; Mansoz D.; Simon A.; Roullier G.; Guibert R.; Robert; Jouchard M.-C.; Hanèche; Mestavaine; Deliste; Geneste; Lesage; Deloffe; Dacosta; Juif C.; Di Pannel; Ramalho J.; Chatillon F.; Bissardon M.-P.; Martineghi; Hakkari; Maillar

D.; Bartholémot; Ackermann; Mequillet; Fahrer; Laforge; Rascagnères; Ambière; Berthet; Schmied; Gitta; Coin; Vieille; Burru; Grosplet; Tournier; Litot; Gillard; Ruet; Pourtau; Yares; Ravillard; Bernard; Crauzat; Minet J.; Rekka; Mourad; Faide D.-A.; Silova H.; Besantage; Aloui; Michaux C.; Chesnez; Charleux J.-P.; Robba; Millet E.; Bernond; Mirat; Bruyas R.; Lorival; Argence; Portal E.; Peurin; Baptista; Bethys; Coënt; Dejardin; Bouichou F.; Bouichou M.; Mansion M.; Dibon M.-C.; Joliveau B.; Duplant J.-P.; Bouite O.; Aguirol; Lefebvre A.; Binet; Belotti; Leroux; Venderau; D'Hautefeuille J.; Quarré; Karajevki; Girault; Jehl V.; Filin C.; Cadot H.; Guillois R.; Pigot R.; Perrault C.; Masson M.F.; Leconte A.; Delauzanne F.; Grévin F.-C.; Conhasty; Caradec J.-P.; Vanholtsbeec; Bastien; Cemaikour; Castrit F.; Prudhomme S.; Prost Y.; Guillotin A.; Guillotin B.; Grenet; Bargiacchi; Clerc R.; Henry G.; Leroux P.; Vizoza; Aziz; Calerisseau; Hadji A.; Blachon; Pitre; Celanne; Syllae; Hoursay; Mahamadou; Ducatet; Roddier; Bruno; Londeix; Joncoux; Constini; Pastor-Pica; Hascot; Desternes C.; Bulorie P.; Vignault; Le Doujet; Cléret; Barleru; Boulet; Passeman; Garnier; Lion M.; Deniel; Puchen; Bondeau S.; Asesio; Gaumont J.-P.; Grille J.; Coeff; Sarda Y.; Lacerda E.; François A.; Dejean R.; Bressaud A.; Bressaud C.; Soria J.; Soria C.; Souyris B.; Souyris M.-F.; Beltran; Carles J.-L.; Aknou A.; Rolland M.; Sodrat G.; Salord M.; Bourana F.; Jacob; Martin; Bakadoue; Aubrun; Bannerau; Goat; Rogé L.; Gilbert M.; Gilbert J.-C.; Borne C.; Clauet; Bonsang L.; Robin; Massal; Regibier; Joseph D.; Thibau P.; Ribeiro; Sollet; Edru P.; Maury C.; Justop; Parey; Dones; Bonsang M.; Brasseur; Touyenneau; Mayollet G.; Mayollet F.; Jimenez F.; Citot D.; Gentilhomme F.; Herpe D.; Doré P.; Avessier; Dresson; Noblet; Lowit N.; Harat A.-M.; Lachaud Y.; Tusques F.; Brulebois T.; Baguelin; Mauchamp N.; Chatagnier V.; Surrans P.; Bernollin D.; Drot M.; Cassen A.; Hanryon; Pelegrin; Vilaça D.; Joui F.; Launay; Croizier; Celestin; Puge; Gardes; Louveau; Dhavernas; Lodzec; Simon; Thiébaud; Lucas; Parizot; Bonnin; Layellin; Boularand; Forester M.; Castel; Lahoucine; Martin P.; Le Hir P.; Robequin S.; Honorio J.; Robert J.; Hannouche; Potier; Gabarro J.; Geay J.; Horter; Napoly; Messier; Bakary; Pugal; Leclerc; Rappeneau; Elie C.; Germain; Amiot; Farré; Garcia; Mohammed; Rebur; Petton; Peniot; Dampuré; Osten; Clament; Fini; Lerou; Rij F.; Pateret; Rébè du Thibault; Bigot; Rochatte; Hahn C.; Ribot; Duchaussoy; Bascoulergue; Bonnet A.; Danoti.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal

1 an

60 F

3 mois

15 F

pli fermé

1 an

120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

**DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

La conférence des partis révisionnistes d'Europe :

UNE MANŒUVRE DU SOCIAL-IMPERIALISME

Du 16 au 18 octobre s'est tenue à Varsovie une réunion des partis révisionnistes d'Europe. Les résultats de la réunion sont assez limités : pas de date fixée pour la conférence, «au plus tard vers la moitié 1975» dit le communiqué. Les modalités et l'ordre du jour précis seront fixés par une nouvelle rencontre préparatoire «qui se tiendra au mois de décembre 74 ou de janvier 75». La seule chose sûre qui ressort c'est que «elle devra être consacrée à la paix, la coopération et le progrès social en Europe...»

la volonté de domination du parti révisionniste d'URSS

Quand une réunion où participe le social-impérialisme soviétique se met à parler de «paix», «coopération» on sait ce que cela veut dire ! Il s'agit, sous couvert de ces mots, sous couvert de la version révisionniste de coexistence pacifique, de camoufler une politique de rapine, d'agression, et, en ce qui concerne l'Europe, de tentatives de domination hégémonique face à l'autre superpuissance que sont les USA.

Et justement pour promouvoir cette politique, le social-impérialisme soviétique a besoin de réaffirmer son leadership sur les autres partis révisionnistes. Avec des théories comme «la souveraineté limitée», le parti révisionniste d'URSS vise à maintenir sous sa domination les partis révisionnistes est-européens et en faire des agents zélés de la politique néo-coloniale du social impérialisme dans leur pays. En tentant d'affirmer son leadership sur les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest, le parti d'URSS veut faire entendre par eux sa politique de rapine de volonté hégémonique en Europe ; il veut que ces partis fassent passer dans les masses d'Europe de l'Ouest le social-impérialisme soviétique comme un pays socialiste, artisan zélé de la paix mondiale... camouflant ainsi son vrai visage.

le révisionnisme c'est le polycentrisme

Mais cette volonté d'affirmer son leadership sur les autres partis révisionnistes se heurte à des multiples réticences et remous dans ces partis. A l'Est, d'abord, où si les partis tchécoslovaque, polonais, hongrois, est-allemand sont d'accord pour restaurer le capitalisme, ils entendent le faire au profit de leurs nouvelles bourgeoisies et non des nouveaux tsars. A l'Ouest ensuite où les partis européens les plus importants sont d'abord soucieux de défendre les intérêts de leur propre impérialisme en offrant des solutions de rechange à leur bourgeoisie «nous voulons aider (le patron de FIAT) Agnelli à résoudre ses problèmes» dit le P«C»I, et par là prennent en compte les intérêts de leur impérialisme face au social-impérialisme et sont ainsi en proie à de graves contradictions entre, d'une part l'intérêt de leur propre impérialisme et, leurs liens avec le parti révisionniste d'URSS.

Les manifestations des difficultés du Parti «Communiste» d'Union Soviétique à imposer son leadership sur les partis révisionnistes sont nombreuses. Ils ont dû renoncer à un projet de convocation rapide d'une conférence mondiale et le remplacer

par une conférence européenne. Encore les réticences étaient-elles nombreuses un peu partout. Il fallut par exemple envoyer Ponomarev, dirigeant soviétique spécialisé dans les relations avec les autres partis révisionnistes à Paris, pour qu'il convainque le P«C»F ; il a fallu aussi recourir à la fiction que l'initiative venait des partis italiens et polonais, pour que le parti roumain, la ligue révisionniste yougoslave et le parti révisionniste espagnol de Carillo puissent y être présents sans trop de difficultés. La politique de diktat des révisionnistes soviétiques à l'égard des autres partis révisionnistes a conduit à des tiraillements nombreux, allant jusqu'à la scission : ainsi le parti révisionniste espagnol a subi une scission manigancée par les révisionnistes soviétiques parce qu'il avait condamné l'intervention en Tchécoslovaquie : à Moscou une clique prosoviétique dirigée par Lister tentèrent de supplanter le parti de Carillo et Ibaruri.

Les réticences à l'égard du leadership soviétique étaient aussi clairement apparues en février 74, lors de la rencontre des partis révisionnistes d'Europe occidentale, au cours de laquelle Marchais avait fait reconnaître la validité dans toute l'Europe occidentale de la «voie française vers le Programme Commun» en dehors de la participation du social-impérialisme et sans référence à elle. Marchais et Berlinguer du P«C»I apparurent alors comme les leaders d'Europe occidentale, ce qui ne manquera pas d'inquiéter les révisionnistes soviétiques.

Ainsi, même le P«C»F, fidèle second du P«C»US lorsque celui-ci fomentait la scission du Mouvement Communiste International, prend ses distances. En juin, une brève polémique, révélatrice, apparut entre le professeur Roubinski, éminent spécialiste soviétique, et «L'Humanité» : «Les candidats importants, écrivait le professeur dans «Le Monde», d'une manière ou d'une autre, chacun à sa façon, se sont prononcés en faveur du développement d'une coopération



malgré des rebuffades, d'accord pour soutenir la politique de pillage du social-impérialisme.

franco-soviétique fructueuse qui a ainsi acquis une confirmation solennelle comme une constante de la politique extérieure». Peu importait Mitterrand ou Giscard ! L'Humanité répliquait : «c'est une erreur profonde de donner à penser que la coexistence pacifique suffira à résoudre les grands problèmes économiques et sociaux d'un pays comme le notre».

les concessions du social-impérialisme pour arriver à ses fins

Malgré toutes ces réticences, ces rebuffades, une conférence européenne est aujourd'hui en préparation. Les révisionnistes soviétiques ont mis le prix pour qu'elle ait lieu. Ils y tiennent, car la crise politique qui secoue toute l'Europe occidentale met à l'ordre du jour l'éventualité de la participation au gouvernement des partis révisionnistes. Au Portugal, c'est déjà fait. En Grèce, la venue de la gauche au pouvoir est possible. L'éventualité est aussi

ouvertement envisagée en Italie, en Espagne et en France, ce qui pousse les révisionnistes soviétiques à avoir de bonnes relations avec ces partis. Ce qui peut leur permettre d'envisager pour l'avenir une coopération plus fructueuse que les accords économiques qu'ils ont pu passer jusqu'à présent. Ce qui peut leur permettre d'accroître leur pénétration militaire, déjà très importante en Méditerranée en obtenant un appui, des droits de mouillage... dans les pays riverains comme la Grèce, l'Italie, la France...

C'est ce qui a guidé les concessions du parti révisionniste soviétique à Varsovie.

D'abord, il a purement et simplement abandonné le pantin Lister pour renouer des liens avec le parti révisionniste espagnol ; une violente diatribe contre le P«C»E avait été lancée en février 74, contre les doutes exprimés par un membre du BP concernant les vertus de la «coexistence pacifique» vue par le social-impérialisme.

Aujourd'hui, il a reculé en reconnaissant que «le P«C»US et le P«C»E condamnent toute activité qui vise à la scission et sape l'unité interne des partis frères...»

Au sein même de la conférence de Varsovie, de nombreux discours ont rejeté explicitement tout leadership d'un parti, c'est à dire du P«C»US. La notion même de «souveraineté limitée» chère à Brejnev a été rejetée !

à bas le social-impérialisme ! à bas le révisionnisme moderne !

En reculant, en organisant la fiction que tous les partis discutaient et décidaient ensemble, le social-impérialisme est parvenu à ses fins : que des mesures soient prises pour que les partis révisionnistes européens dans leur ensemble, soutiennent la politique social-impérialiste de rapine et de pillage dans l'est-européen et de volonté hégémonique en Europe. Les partis révisionnistes, en se rendant à ces conférences qui sont de véritables complots contre les peuples d'Europe, sous couvert d'organiser la paix, vont apporter au social-impérialisme le soutien dont il a besoin.

Grégoire CARRAT.

NON AU REPLATAGE DE "GAUCHE" DU REGIME FRANQUISTE !

La classe ouvrière espagnole mène depuis la rentrée une série de grèves de grande ampleur, malgré la répression fasciste qui la frappe. A partir de l'usine de Renault-FASA de Valladolid, les 14.000 travailleurs luttent pour 44h maximum par semaine, une demi-heure de repas payée par jour comme pour les travailleurs Renault en France, le samedi après-midi libre, et pas de répression en cas de grève. A la FASA, le salaire de base est très maigre : 32 Frs par jour environ, avec tout un système de primes à la productivité. Il existe 60 indices de rémunération, cela dans le but de diviser les travailleurs. Des débrayages de soutien ont lieu à Renault Séville et dans d'autres grandes usines de la métallurgie et de l'aéronautique. La police a réprimé brutalement une manifestation le 1er octobre, arrêté 8 manifestants. Mais 10 policiers ont été blessés. L'usine a été lockoutée, 20 ouvriers de la FASA ont été arrêtés, 15 seront traînés devant le tribunal, 145 travailleurs ont été suspendus, une vingtaine licenciés. La police patrouille à l'intérieur de l'usine et contrôle le réembauchage partiel ! les 8000 ouvriers de la filiale Fiat en Espagne, la SEAT de Barcelone, ont eux aussi cessé le travail, en même temps que ceux d'une dizaine d'autres entreprises de la région. A Barcelone encore, la direction Olivetti a mis à pied 2500 travailleurs qui avaient commencé une grève, la police les a empêché d'occuper leur usine. Même situation à Bilbao, où les 2500 ouvriers de la Général Electric ont cessé le travail. A Madrid également l'usine «Roberto Bosch» a été lockoutée. Dans la province de Biscaye, la police a dispersé violemment un millier d'employés de «Babcock Wilcox» à Portugalete. Les employés de «Babcock» s'étaient mis en grève pour des augmentations de salaire et la direction avait suspendu 3500 d'entre eux. Le patron de «Astérilleros Españoles» entreprise de chantiers navals avait suspendu 2500 de ses ouvriers. Aux revendications ouvrières, l'état et le patronat répondent par l'envoi de la police, les arrestations, les licenciements, les «suspensions d'emploi et de

solde». A Manresa, 1700 ouvriers de Pirelli ont été mis à pied entre deux et trois jours. Presque tous les centres urbains de l'Espagne sont touchés par ces mouvements de grève.

Dans les prisons de nombreux détenus politiques ont commencé comme en septembre une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et pour avoir un statut de prisonnier politique, car jusqu'à ce jour, ils sont dispersés au milieu des droits communs dans divers prisons. Plus de 700 détenus politiques, 20.000 personnes qui attendent d'être jugées, voilà le travail du fascisme.

Devant la montée des luttes ouvrières et la décadence du régime, la bourgeoisie espagnole est prête à changer son fusil d'épaule. Le régime franquiste apparaît de plus en plus vermoulu, car le Caudillo disparu, il ne restera plus que le pantin Juan Carlos, qui tout le monde a ridiculisé pendant son remplacement de Franco. Pour essayer de combler ce vide inévitable et proche, la bourgeoisie manœuvre à tout va dans le but de mettre sur pied une solution de rechange «démocratique», fondée sur la participation de la gauche. La première grande manœuvre a été la création annoncée le 30 juillet dernier à Paris d'une «junte démocratique» alliance des révisionnistes derrière Carillo, et des monarchistes de Calvo Serer, conseiller politique de Don Juan. Dès la fin juin, Dolorès Ibaruri, présidente du P«C»E, avait annoncé que «ceux qui étaient aujourd'hui chassés de leur pays en seraient bientôt les maîtres». L'exemple du Portugal était maintes fois repris, et ce n'est pas pas hasard, car même si l'Espagne n'a pas de grave problème colonial à résoudre, c'est bien à un changement de ce style, ou à celui qui est intervenu en Grèce, qu'on peut s'attendre. Après la création de la junte, s'est mis sur pied un «congrès démocratique» de centre gauche regroupant les démocrates-chrétiens, des socialistes et des sociaux-démocrates. Son but : «mettre au point un programme commun et présenter un front uni»

pour établir des contacts avec les forces armées et le gouvernement actuel. Tout cela pour «Doter l'Espagne de libertés publiques». Plus récemment, le congrès du PSOE, qui s'est tenu à Suresnes du 11 au 13 octobre, a expliqué qu'il fallait rechercher «les accords avec tous les partis politiques et organisations anti-franquistes, et fondamentalement, avec les forces de gauche, comme moyen de restituer au peuple espagnol ses libertés démocratiques...». Ces manœuvres des groupes politiques habituellement passés sous silence dans la presse espagnole trouvent un écho dans la prise de position de l'armée : le général Colona Gallegos, ministre de l'armée de terre a fait savoir que l'armée : «appuierait une libéralisation politique... les forces armées sont prêtes à élargir ce que les lois ont restreint...» Ce qui est nouveau également, c'est que la presse, qui censurait auparavant ce genre d'information, donne des compte-rendus complaisants de tous ces regroupements.

Devant cette situation nouvelle, le P«C»US a, lui aussi, revu ses positions. Passant l'éponge sur leurs différends, (sur la coexistence pacifique, sur la Tchécoslovaquie...) les révisionnistes soviétiques ont fini par condamner le régime franquiste, «anachronisme qui envenime le climat de l'Europe» et par soutenir le P«C»E... en qui ils voient un de leurs prochains interlocuteurs en Espagne. Ils n'ont pas hésité à laisser tomber leur marionnette Lister qui n'avait pas rencontré de succès (voir article sur la conférence des Partis révisionnistes d'Europe).

D'un côté, la bourgeoisie espagnole fait des sourires à la «gauche», de l'autre, elle réprime sauvagement les luttes ouvrières, elle n'hésite pas à tirer sur les paysans qui manifestent, elle emprisonne et torture ceux qui mènent la lutte révolutionnaire contre le fascisme. Le peuple espagnol ne laissera pas usurper par la «gauche» les fruits de sa lutte anti-fasciste.

Monique CHERAN